



Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français »

N° 268

Novembre 2010

**La population française soutient
la lutte contre le sida, la tuberculose
et le paludisme dans les pays
en développement**

Étude réalisée à la demande des Amis du Fonds Mondial Europe

Fanette RECOURS et Régis BIGOT

142, rue du Chevaleret

75013 - PARIS

CONDITIONS DE VIE ET ASPIRATIONS DES FRANÇAIS

Étude réalisée à la demande des Amis du Fonds Mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme

Le département « Conditions de vie et Aspirations des Français » est composé de :

Régis Bigot, Sylvie Bourdon, Patricia Croutte, Isabelle Delakian, Sandra Hoibian et Fanette Recours.

C R E D O C

SOMMAIRE

Avant-propos	4
Synthèse des principaux résultats	5
I. Les Français favorables à l'aide aux pays en développement	13
1. Une solidarité envers les pays pauvres fortement souhaitée.....	13
2. Une solidarité plus forte chez les personnes impliquées dans des milieux associatifs et/ou très sensibles à l'environnement et aux engagements citoyens.....	18
3. Des liens étroits avec la compassion envers les plus démunis en France	20
4. Le soutien aux pays en développement malgré la crise	21
II. Lutter contre les maladies graves est considéré comme l'une des deux priorités	23
1. Assurer les besoins vitaux : lutter contre la faim et combattre les maladies graves ..	23
2. Le sida est largement perçu comme le principal problème de santé contre lequel il faut agir	26
III. La population est prête à soutenir l'effort de l'État français dans la lutte contre les maladies graves dans les pays en développement	29
1. Les Français pensent que l'État contribue autant sinon plus que les autres pays à défendre cette cause	29
2. 32% considèrent que l'État français ne fait pas assez pour lutter contre les maladies graves dans les pays en développement.....	31
3. Une majorité défendent l'idée d'une France exemplaire dans la lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme.....	33
4. 43% seraient prêts à payer plus de taxes affectées à la lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme dans les pays en développement	35
IV. La notoriété du Fonds Mondial.....	40
1. La moitié des Français déclarent avoir déjà entendu parler du Fonds Mondial	40
2. Une notoriété plus forte chez les plus âgés.....	41
Annexes	43
1. Questionnaire	43
2. Tableaux complémentaires.....	47

Avant-propos

Ce document présente l'analyse des réponses aux questions insérées, à la demande des Amis du Fonds Mondial Europe, dans la vague de juin 2010 de l'enquête du CRÉDOC sur les "Conditions de Vie et les Aspirations des Français".

Cette étude apporte des éléments de réponse aux interrogations sur les attitudes de la population française vis-à-vis de la lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme.

L'enquête a été réalisée en « face à face », en juin 2010, auprès d'un échantillon représentatif de 2 011 personnes, âgées de 18 ans et plus, sélectionnées selon la méthode des quotas. Ces quotas (région, taille d'agglomération, âge - sexe, PCS) ont été calculés d'après les résultats du dernier recensement général de la population. Un redressement final a été effectué pour assurer la représentativité par rapport à la population nationale de 18 ans et plus¹.

Quatre thèmes sont analysés :

- 1. L'opinion sur l'aide aux pays en développement** : Dans quelle mesure les Français se préoccupent-ils de la pauvreté dans le monde ? La France doit-elle venir en aide aux pays en développement ?
- 2. Les priorités de l'aide au développement** : À quoi doit servir en priorité l'aide de l'État ? Quels sont les principaux problèmes de santé contre lesquels il faut agir en priorité ?
- 3. La solidarité de la population en matière de lutte contre les pandémies** : Les Français jugent-ils que l'État fait trop ou pas assez dans la lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme dans les pays en développement ? Sont-ils prêts à payer des taxes pour lutter contre ces maladies graves ?
- 4. La notoriété du Fonds Mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme** : Combien de personnes en ont déjà entendu parler ? Par quel moyen ?

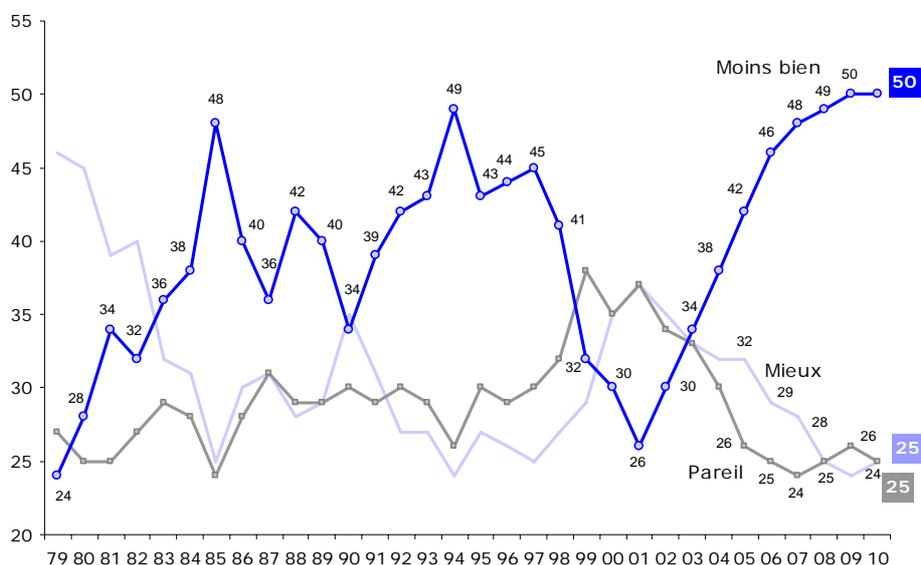
¹ Pour plus de précisions sur les caractéristiques techniques de l'enquête, on pourra se reporter au rapport intitulé « Premiers résultats de la vague de juin 2010 » (CRÉDOC, juin 2010).

Synthèse des principaux résultats

1. La crise ne relègue pas au second plan les préoccupations pour les pays en développement

L'année 2009 a été le théâtre de la pire récession depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale². Aujourd'hui encore, même si la croissance redémarre doucement, la situation pèse fortement sur le moral de la population. 50% de nos concitoyens estiment ainsi que, depuis une dizaine d'années, leur niveau de vie s'est dégradé (Graphique 1) : ce chiffre est le plus haut enregistré dans l'enquête du CRÉDOC sur les « Conditions de vie et les aspirations » depuis 1979. À l'impression de perte de pouvoir d'achat se rajoute une grande inquiétude sur le front de l'emploi. Rappelons qu'entre l'été 2008 et la fin de l'année 2009, le taux de chômage a progressé extrêmement rapidement, passant de 7,5% à 10%³. Si bien que le chômage est redevenu, cette année, le premier sujet de préoccupation de la population (cf. Graphique 2).

Graphique 1 - L'impression de perte de pouvoir d'achat est à son comble
En ce qui concerne votre niveau de vie, diriez-vous que depuis une dizaine d'années, ça va... (en %)



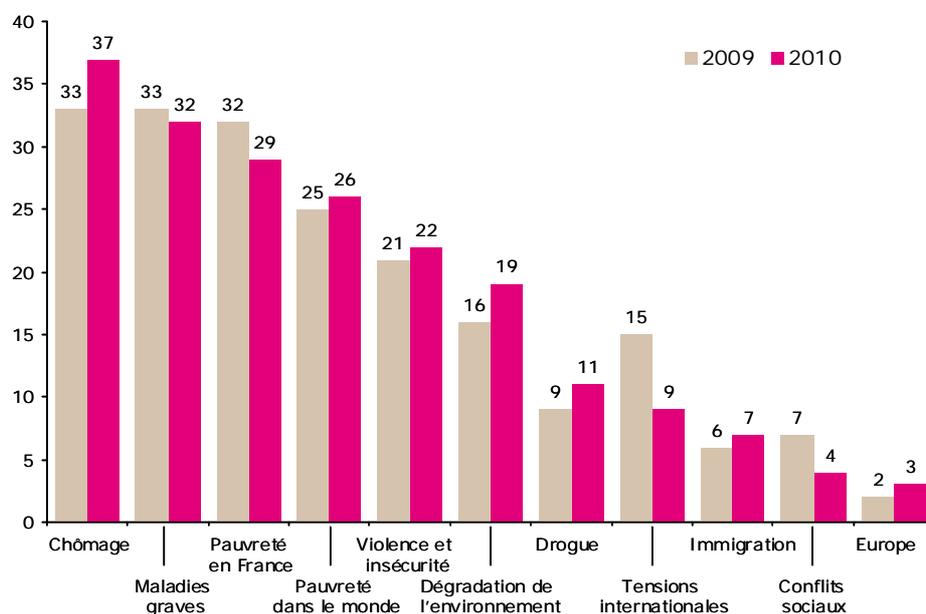
Source : CRÉDOC, enquête sur les « Conditions de vie et les Aspirations des Français »

² Le produit intérieur brut (PIB) français s'est effondré de -2,5% l'an passé, un tel choc est sans précédent depuis 60 ans. Voir INSEE, « Au milieu du gué », *Note de conjoncture*, INSEE, juin 2010, http://www.insee.fr/fr/indicateurs/analys_conj/archives/juin2010_ve.pdf

³ INSEE, « Baisse du chômage au 2^e trimestre 2010 », *Informations rapides*, n°214, INSEE, 2 septembre 2010, <http://www.insee.fr/fr/indicateurs/ind14/20100902/IRchomage-T210.pdf>

On pouvait imaginer que la violence de la crise aurait encouragé les attitudes de repli sur soi. Il n'en est rien. L'enquête « Conditions de vie et aspirations » montre qu'entre 2009 et 2010, la proportion d'individus qui déclarent que la pauvreté dans le monde figure parmi leurs deux principaux sujets de préoccupation est passée de 25% à 26%. Ce thème se situe d'ailleurs en quatrième position, devant la violence et l'insécurité, la dégradation de l'environnement, la drogue, les tensions internationales, l'immigration, les conflits sociaux et l'Europe. Seules la pauvreté en France et les maladies graves se classent devant — avec le chômage.

Graphique 2 - Le chômage est redevenu le premier sujet de préoccupation des Français
Parmi les sujets suivants, quels sont les deux qui vous préoccupent le plus ? (en %)



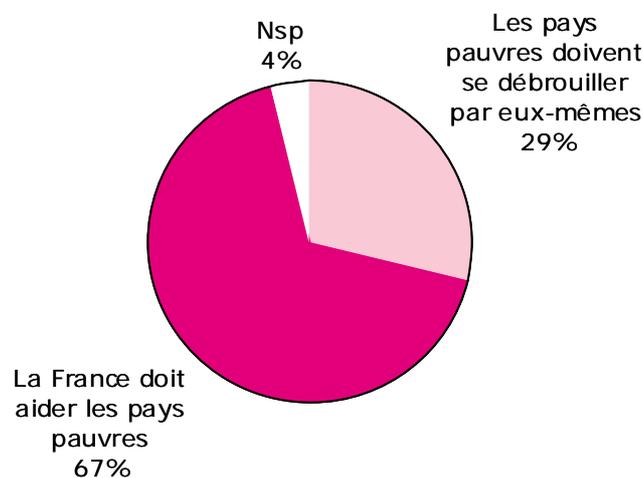
Source : CRÉDOC, enquête sur les « Conditions de vie et les Aspirations des Français »
 Note : le total dépasse 100% car les enquêtés pouvaient apporter deux réponses.

Il importe de souligner que ce phénomène n'est pas un feu de paille : depuis près de 20 ans que le CRÉDOC suit cet indicateur, nous constatons une augmentation régulière de la propension à se soucier de la pauvreté dans le monde. Entre 1991 et 2010, le pourcentage d'individus qui citent en première ou deuxième réponse cette préoccupation est passé de 16% à 26%. Cette évolution est à mettre en relation avec plusieurs phénomènes : la mondialisation de l'économie, le développement des échanges internationaux — y compris la progression du tourisme international — la visibilité accrue des pays en développement dans le débat public et l'élévation générale du niveau de formation (les diplômés de l'enseignement du supérieur se sentent plus concernés que les non-diplômés : 32%, contre 21%).

2. Deux personnes sur trois pensent que la France doit venir en aide aux pays en développement

67% de nos concitoyens estiment que la France doit venir en aide aux pays pauvres ; seuls 29% jugent qu'ils doivent plutôt se débrouiller par eux-mêmes. Là encore, le niveau de formation détermine en partie les réponses. Mais surtout, c'est le sentiment de ne pas devoir s'imposer de restrictions budgétaires qui incline à se montrer plus généreux. Cela peut se comprendre : tout le monde n'a pas les moyens de contribuer financièrement à l'aide aux pays en développement. Ainsi, 75% de ceux qui déclarent ne pas être obligés de restreindre leur consommation, 81% des cadres, 74% des personnes disposant de plus de 3000€ par mois et 82% des diplômés du supérieur estiment que la France devrait aider les pays en développement. Mais les jeunes aussi considèrent que la France doit intervenir (à 71%), alors que leur niveau de vie est moins élevé qu'en moyenne. D'une manière plus générale, le sentiment que l'on doit s'engager auprès des pays en développement est très lié à une attitude que l'on qualifiera de « citoyenne », « engagée » ou « responsable ». Les personnes qui sont les plus sensibles à l'environnement, qui ont déjà boycotté un produit parce que l'entreprise ne respectait pas certains principes éthiques ou celles qui font montre d'une plus grande compassion à l'égard des plus démunis sont les premières à soutenir l'idée de la solidarité avec les pays en développement.

Graphique 3 – De quelle opinion vous sentez-vous le plus proche ?

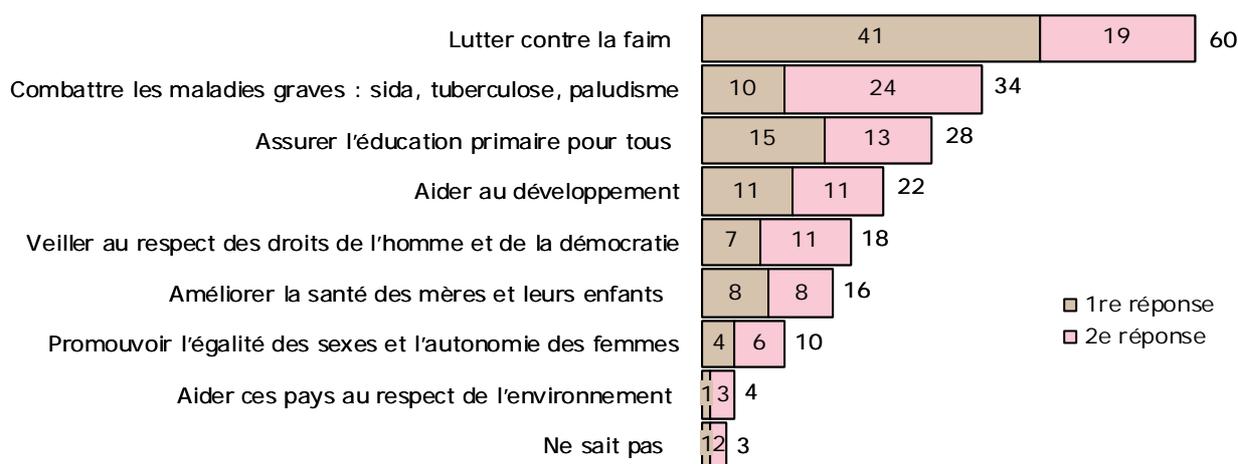


Source : CRÉDOC, enquête sur les « Conditions de vie et les Aspirations des Français », juin 2010

3. Lutter contre les maladies graves est considéré comme l'une des deux priorités de l'aide au développement

La population estime que l'aide de la France doit principalement servir à lutter contre la faim : 60% de l'opinion cite cette priorité (que ce soit en première ou en deuxième réponse, cf. Graphique 4). En second lieu, nos concitoyens évoquent la lutte contre les maladies graves, et notamment la lutte contre le Sida, la tuberculose et le paludisme (34% de taux de citation). L'éducation, le développement économique, le respect des droits de l'homme et de la démocratie, l'égalité homme-femme et le respect de l'environnement se classent derrière⁴. C'est dire l'importance que revêt, aux yeux de l'opinion, la question sanitaire : rappelons qu'en France, les maladies graves sont l'un des deux principaux sujets de préoccupation (cf. Graphique 2 plus haut) et que 82% des Français se disent inquiets, pour eux-mêmes ou pour leurs proches, du risque d'être atteint d'une pathologie grave⁵.

Graphique 4 – D'après vous, à quoi doit servir en priorité l'aide de l'État français aux pays pauvres ? Et en second ? (en %)



Source : CRÉDOC, enquête sur les « Conditions de vie et les Aspirations des Français », juin 2010

⁴ Les items de réponses proposés aux enquêtés correspondent plus ou moins aux objectifs du millénaire pour le développement adoptés lors du sommet du millénaire qui s'est déroulé du 6 au 8 septembre 2000 au siège des Nations Unies à New York (<http://www.un.org/fr/millenniumgoals/bkgd.shtml>). A signaler une enquête de l'Eurobaromètre sur la notoriété des objectifs du millénaire et les souhaits d'implication de l'Union européenne sur ces sujets (voir Commission Européenne, L'aide au développement en période de crise économique, Eurobaromètre spécial, n°318, octobre 2009, http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/ebs/ebs_318_fr.pdf).

⁵ Ce résultat est également issu de l'enquête « Conditions de vie et Aspirations » du CRÉDOC de juin 2010.

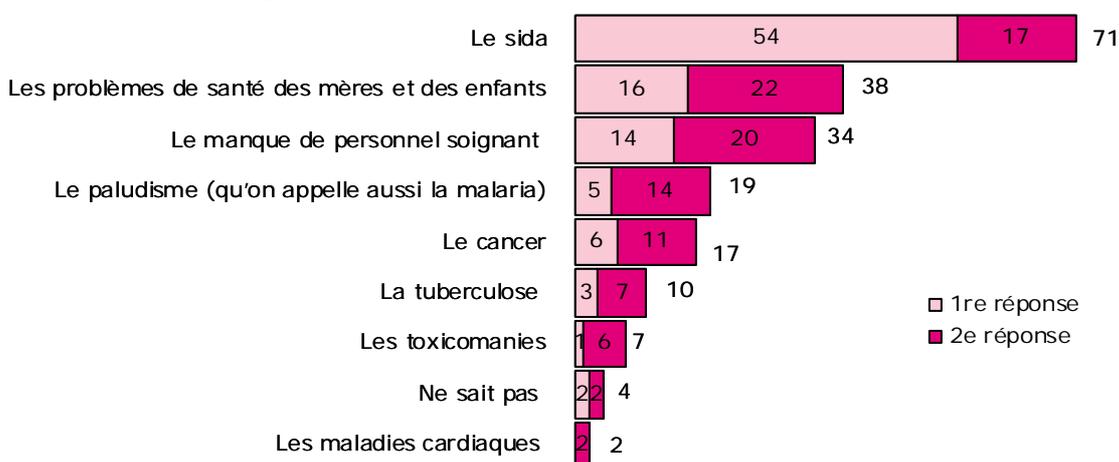
4. Le Sida est perçu comme la principale maladie contre laquelle il faut agir

Très nettement devant les autres questions de santé, le Sida est cité comme le premier problème contre lequel il faut agir pour aider les pays en développement : cette pathologie, qui tue près de 2 millions de personnes à travers le monde chaque année⁶, est désignée par près des trois quarts des enquêtés (71% exactement, cf. Graphique 5). Les problèmes de santé des mères et des enfants se classent en deuxième position (l'analyse des premières et deuxièmes réponses à cette question indique que le Sida et les problèmes mères/enfants ont été fréquemment associés).

La population française a manifestement conscience des ravages du VIH dans certains pays en développement — notamment en Afrique. Mais bon nombre de nos concitoyens ne savent probablement pas que la tuberculose tue chaque année près de 1,5 millions de personnes (le Sida et la tuberculose formant par ailleurs une association meurtrière⁷) : dans l'enquête, la tuberculose arrive à la 6^e place avec seulement 10% des réponses.

Le Sida est plus souvent évoqué par les personnes disposant de revenus élevés et les Franciliens ; les problèmes de santé des mères et des enfants le sont plus souvent par les femmes et les employés ; les hommes citant plus fréquemment le paludisme, à l'instar des jeunes, des cadres, des diplômés et des revenus élevés.

Graphique 5 – Selon vous, quels sont les principaux problèmes de santé contre lesquels il faut agir en priorité pour aider les pays pauvres ? (en %)



Source : CRÉDOC, enquête sur les « Conditions de vie et les Aspirations des Français », juin 2010

⁶ Source : Organisation mondiale de la santé, *Le point sur l'épidémie de Sida*, réf. 0936, ONUSIDA, décembre 2009, http://whqlibdoc.who.int/unaid/2009/9789291738335_fre.pdf

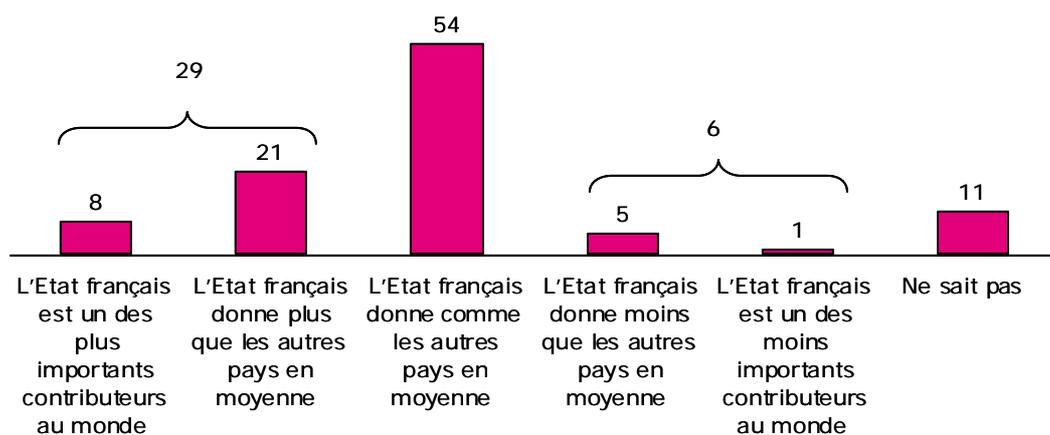
⁷ 1,3 millions de morts par an selon l'Organisation mondiale de la santé. Voir OMS, *La tuberculose*, aide-mémoire n°104, mai 2010, <http://www.who.int/mediacentre/factsheets/fs104/fr/index.html>

5. Beaucoup de nos concitoyens souhaitent que la France soit exemplaire dans la lutte contre les maladies graves dans les pays en développement

La France est le deuxième pays contributeur au Fonds Mondial de lutte contre le Sida, la tuberculose et le paludisme. Mieux : en valeur relative — c'est-à-dire en rapportant les sommes versées par chaque nation à son produit intérieur brut — la France est le pays qui fait l'effort le plus important (avec 0,02% du PIB, le taux d'effort français est deux fois supérieur à celui des États-Unis).

Si la générosité française dans ce domaine n'est pas toujours connue du grand public, l'immense majorité de nos concitoyens ne pense pas que les pouvoirs publics contribuent moins que les autres pays du monde à la lutte contre le Sida, la tuberculose et le paludisme dans les pays en développement : 29% pensent qu'elle donne plus que les autres et 54% imaginent qu'elle contribue comme eux.

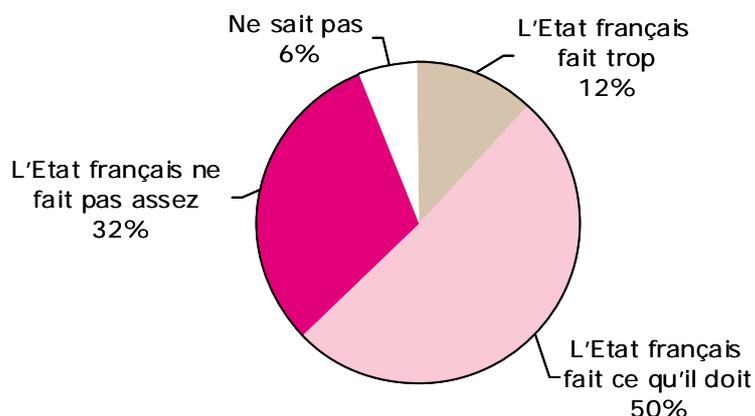
Graphique 6 – Selon vous, dans quelle mesure l'État français contribue-t-il au financement de la lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (la malaria) dans les pays pauvres ?
(en %)



Source : CRÉDOC, enquête sur les « Conditions de vie et les Aspirations des Français », juin 2010

Par ailleurs, si 50% pensent que l'État français fait ce qu'il doit pour lutter contre le Sida, la tuberculose et le paludisme dans les pays pauvres, près d'une personne sur trois (32% exactement) considère que la France devrait faire davantage. Et seuls 12% estiment que les pouvoirs publics sont trop investis.

Graphique 7 – Diriez-vous que l'État français fait trop, fait ce qu'il doit, ou ne fait pas assez pour lutter contre le sida, la tuberculose et le paludisme (la malaria) dans les pays pauvres ?



Source : CRÉDOC, enquête sur les « Conditions de vie et les Aspirations des Français », juin 2010

Mais le croisement des deux questions précédentes révèle un résultat fondamental qui n'apparaît pas en première lecture : parmi ceux qui pensent que la France donne moins ou comme les autres pays, beaucoup préféreraient que l'État contribue davantage ; et beaucoup, parmi ceux qui savent que la France donne plus, considèrent que cela est normal. En mettant de côté les réponses évasives (« ne sait pas »), on arrive à la typologie suivante :

- **51% souhaitent que la France soit exemplaire** : ce groupe est constitué de personnes qui savent que la France donne beaucoup tout en considérant cela normal ; il inclut également celles qui s'imaginent que la France donne comme les autres (voire moins) mais qu'elle devrait faire (beaucoup) plus.
- **36% croient que notre pays est un contributeur moyen** et estiment que c'est très bien ainsi.
- **9% regrettent l'excès de générosité de la France** : ils savent que notre pays contribue davantage que les autres mais estiment que c'est trop.
- **4% rechignent à ce que la France s'engage pour cette cause** : ce groupe inclut les personnes qui pensent que la France donne moins qu'en moyenne et qu'il ne faut pas en faire plus, ainsi que les personnes qui pensent que la France donne comme les autres mais que c'est déjà trop.

6. Plus de deux personnes sur cinq accepteraient de payer plus de taxes affectées à la lutte contre les maladies graves dans les pays en développement

Le dernier enseignement de cette étude est peut-être le plus fort : 43% de nos concitoyens se disent prêts à payer plus de taxes qui seraient directement affectées à la lutte contre le Sida, la tuberculose et le paludisme dans les pays en développement. Ce chiffre, par son ampleur, synthétise à lui seul l'ensemble des conclusions qui précèdent. Dans un environnement aussi difficile qu'aujourd'hui, alors que le pouvoir d'achat diminue et que le chômage augmente, on ne peut qu'être frappé par cet élan de solidarité.

Bien entendu, la disposition à payer plus de taxes est un peu plus répandue chez ceux qui s'imposent moins de restrictions budgétaires : 51% des cadres et des professions intellectuelles supérieures y sont favorables, de même qu'une majorité des diplômés du supérieur (51%), des Franciliens (57%) et des personnes disposant de plus de 3100€ par mois dans leur foyer. Néanmoins, la solidarité avec les pays en développement s'exprime aussi très nettement chez les bas revenus (39% se disent prêts à payer plus de taxes) et les classes moyennes (43%), alors même que la pression financière qui s'exerce sur ces catégories sociales est particulièrement forte aujourd'hui⁸.

Cela confirme un phénomène déjà observé par le passé : les périodes de crises économiques profondes ne sont pas forcément marquées par un repli de la société française sur elle-même ; au contraire ces phases sont caractérisées par une prise de conscience de la fragilité de chacun, dans toutes les catégories de la population. La solidarité avec les plus fragiles, en France ou dans le monde, devient plus spontanée et la compassion s'exprime plus volontiers. Malgré leurs difficultés au quotidien, les Français n'oublient pas que, pas loin de chez eux, les pandémies continuent de tuer des millions de personnes chaque année.

⁸ Sur la question du pouvoir d'achat, voir par exemple Régis Bigot, *Fins de mois difficiles pour les classes moyennes*, Paris, Editions de l'Aube, 2010 ou Philippe Moati et Robert Rochefort, *Mesurer le pouvoir d'achat*, Rapport du conseil d'analyse économique, n°73, janvier 2008.

I. Les Français favorables à l'aide aux pays en développement

1. Une solidarité envers les pays pauvres fortement souhaitée

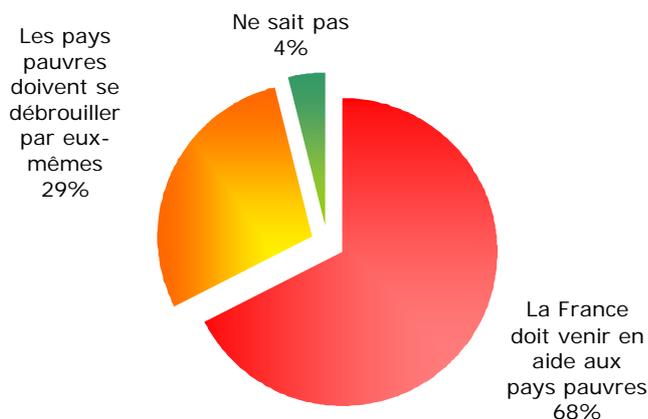
À l'heure où la crise économique frappe particulièrement les pays les plus pauvres, deux personnes sur trois (68%) pensent qu'il est impératif que la France leur vienne en aide. Les Français seraient donc plutôt favorables à des efforts plus importants en matière d'aide au développement.

Pourtant, d'après l'OCDE⁹, la France aura du mal à atteindre les engagements publics annoncés à Monterrey en 2002. Rappelons que l'aide publique au développement regroupe l'ensemble des ressources en provenance des organismes publics mises à la disposition des pays en développement et des institutions internationales. Elle correspond à des dons ou des prêts à long terme avec des taux d'intérêt peu élevés. Les pays du Nord de l'Europe sont ceux qui apportent l'aide la plus importante (la Suède va atteindre en 2010 une proportion d'aide publique au développement de 1,03%, la Norvège et le Luxembourg 1%, le Danemark 0,83%, les Pays-Bas 0,80%, la Belgique 0,70%, le Royaume-Uni est à 0,56%, la Finlande 0,55%¹⁰). Les États-Unis contribuent très peu en proportion de leur revenu national brut (0,20%). La France, malgré une aide en volume forte, n'y consacre que 0,46% de son revenu national brut, même si ce taux progresse sensiblement par rapport à 2008 (0,39%). D'après les engagements publics annoncés à Monterrey en 2002, la France devait atteindre 0,5% du RNB en 2007 et 0,7% en 2012.

⁹ OCDE, Les performances inégales de l'aide au développement pour 2010 suscitent des inquiétudes, 17 février 2010, http://www.oecd.org/document/37/0,3343,fr_2649_34447_44620069_1_1_1_37413,00.html

¹⁰ Chiffres basés sur des estimations fondées sur les prévisions nationales de budget consacré à l'aide pour 2010 lorsqu'elles sont disponibles et sur les estimations de RNB prévisionnelles : <http://www.oecd.org/dataoecd/20/19/44607047.pdf>

Graphique 1 – Quelle est l'opinion qui se rapproche le plus de ce que vous pensez ?

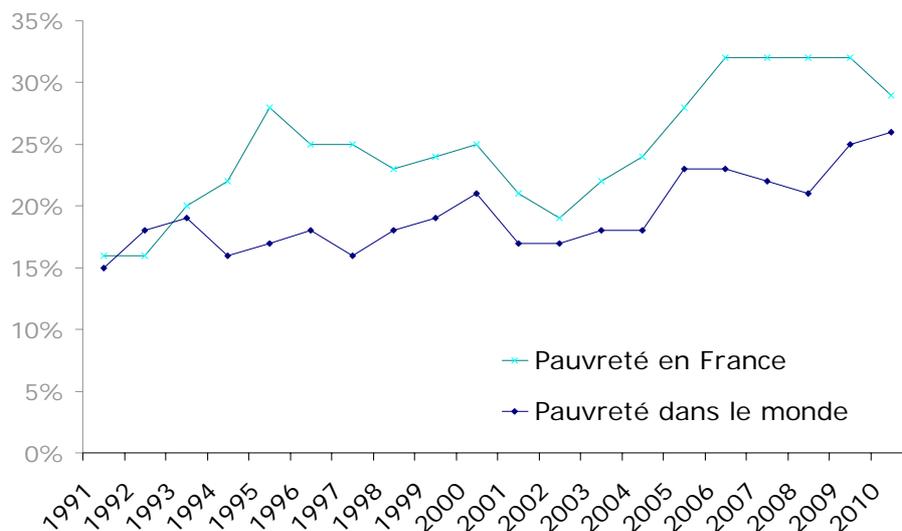


Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », juin 2010

D'une manière plus générale, la pauvreté dans le monde est un sujet de préoccupation important et croissant pour la population. L'enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français » montre qu'en 2010, elle est en quatrième position dans les préoccupations des Français, après le chômage, les maladies graves, la pauvreté en France et devant l'insécurité, l'environnement, les problèmes de drogue, les tensions internationales, l'immigration, les conflits sociaux et l'Europe. Par ailleurs, le nombre de personnes préoccupées par la pauvreté en France est proche de celui des personnes préoccupées par la pauvreté dans le monde ; les deux suivent des taux de croissance assez similaires. Alors que le chômage augmente en France, la population n'oublie pas ce qu'il se passe dans le reste du monde. Entre 2009 et 2010, la pauvreté en France a perdu trois points en tant que préoccupation des Français, tandis que la pauvreté dans le monde en gagnait un. Depuis vingt ans, cette dernière a augmenté de dix points, passant de 16% en 1991 à 26% aujourd'hui. Il s'agit donc bien d'une tendance de fond en faveur de la solidarité pour les pays en développement¹¹.

¹¹ Voir également le baromètre de l'Agence Française de Développement « Les Français et l'aide au développement », Edition 2009.

Graphique 2 – Quelle est l'opinion qui se rapproche le plus de ce que vous pensez ?



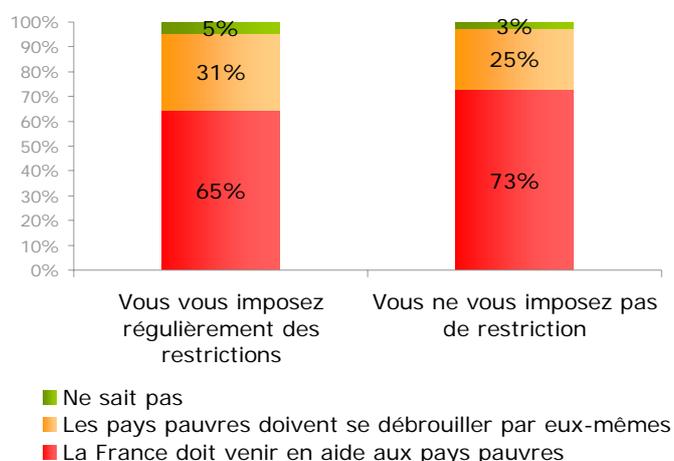
Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », juin 2010

D'ailleurs, ces deux préoccupations (pauvreté en France et dans le monde) ne s'opposent pas l'une à l'autre. Les personnes préoccupées par la pauvreté en France souhaitent autant que les autres aider les pays en développement (64%). Les aides nationale et internationale ne doivent donc pas être considérées comme concurrentes l'une de l'autre.

Bien sûr, la situation personnelle des individus a un impact très significatif sur la volonté de venir en aide aux pays pauvres. L'enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français » permet d'interroger les Français sur leur propre sentiment de restrictions. 65% d'entre eux estiment qu'ils doivent s'imposer des restrictions sur plusieurs postes de leur budget. Parmi eux, seulement 65% pensent que la France doit venir en aide aux pays en développement, contre 73% chez les personnes ne s'imposant pas de restrictions. Le fait de ne pas avoir soi-même de problèmes financiers incline plus facilement à se préoccuper des difficultés des autres ; nous reviendrons sur ce point un peu plus loin.

Graphique 3 – Quelle est l'opinion qui se rapproche le plus de ce que vous pensez ?

En fonction du sentiment de restriction



Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », juin 2010

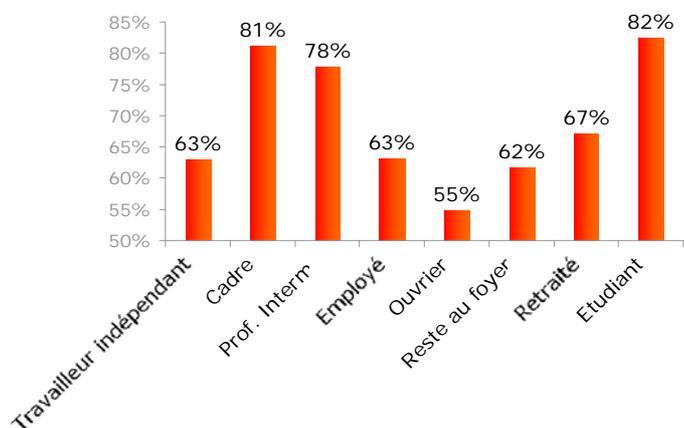
Lecture : parmi les personnes qui s'imposent régulièrement des restrictions, 65% pensent que la France doit venir en aide aux pays pauvres, contre 73% chez les personnes qui ne s'imposent pas de restriction.

Le statut socioprofessionnel joue également sur la solidarité des Français. Les cadres (81%) et professions intermédiaires (78%), les plus diplômés (82% parmi les études supérieures, 73% parmi les personnes ayant le baccalauréat) et les plus hauts revenus (74% chez les foyers de plus de 3100 euros par mois, 70% pour ceux entre 2300 et 3100 euros par mois) sont en effet les personnes qui déclarent le plus que la France doit venir en aide aux pays en développement.

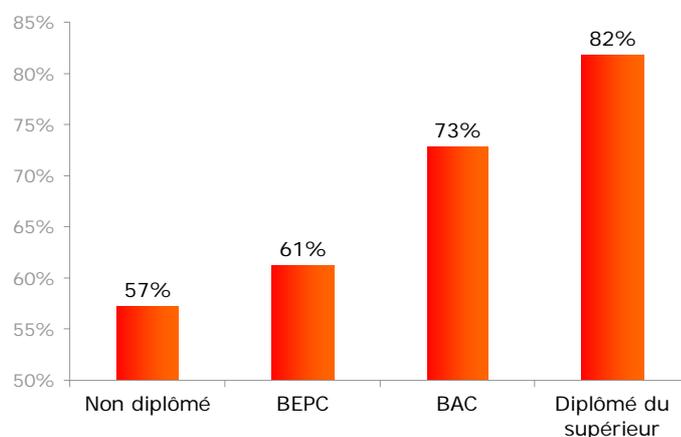
Graphique 4 – Quelle est l'opinion qui se rapproche le plus de ce que vous pensez ?

Réponse : « La France doit venir en aide aux pays pauvres », en fonction des critères sociodémographiques

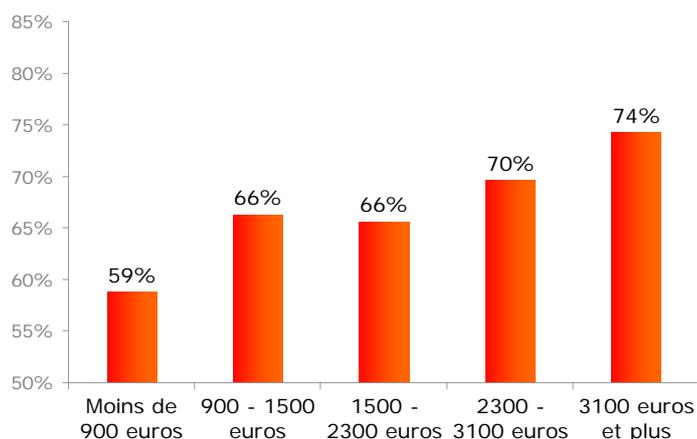
Selon la profession



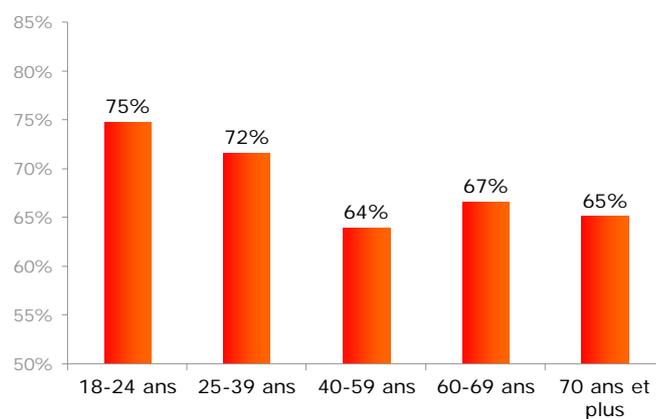
Selon le diplôme



Selon le revenu



Selon l'âge



Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », juin 2010

Lecture : parmi les personnes non diplômées, 57% pensent que la France doit venir en aide aux pays pauvres, tandis qu'elles sont 82% chez les personnes diplômées du supérieur.

Paradoxalement, ce sont les plus jeunes, certes davantage diplômés mais au pouvoir d'achat plus faible, qui s'avèrent être les plus sensibles à cette cause : 75% des 18-24 ans sont en accord avec cette opinion, 72% des 25-39 ans, contre seulement 64% des 40-59 ans, 67% des 60-69 ans et 65% des 70 ans et plus. En réalité, le niveau de diplôme est bien plus discriminant que le niveau de revenu et la proportion des diplômés chez les jeunes est plus forte que chez leurs aînés. De plus, malgré le reproche qui leur est souvent fait d'être moins « engagés » que leurs aînés, ils sont néanmoins empreints de valeurs fortes telles que l'universalisme et la solidarité internationale. Le CRÉDOC a déjà montré par ailleurs que les plus jeunes, bien que donnant l'impression de ne pas

s'intéresser beaucoup à la politique, savent très bien se positionner par rapport aux grands thèmes tels que le racisme, la mondialisation, le libéralisme, le socialisme ou le capitalisme¹².

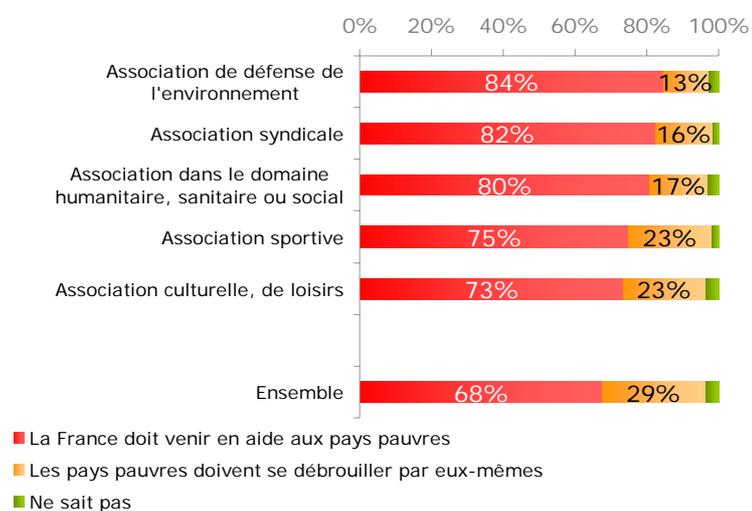
On ne note en revanche pas de différences significatives selon le sexe de l'individu.

2. Une solidarité plus forte chez les personnes impliquées dans des milieux associatifs et/ou très sensibles à l'environnement et aux engagements citoyens

La défense de l'aide aux pays en développement est très socialement marquée. Mais d'autres dimensions entrent également en jeu. L'enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français » balaie de nombreuses facettes des modes de vie des Français et en particulier l'intensité de leur vie sociale, culturelle et sportive. On observe que le fait d'appartenir à une association de défense de l'environnement, une association syndicale, une association dans le domaine humanitaire ou une association sportive ou culturelle joue favorablement sur le soutien aux pays en développement.

Graphique 5 – Quelle est l'opinion qui se rapproche le plus de ce que vous pensez ?

Selon l'appartenance à une association



Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », juin 2010

Lecture : parmi les personnes appartenant à une association de défense de l'environnement, 84% pensent que la France doit venir en aide aux pays pauvres, tandis qu'elles sont 68% dans l'ensemble de la population.

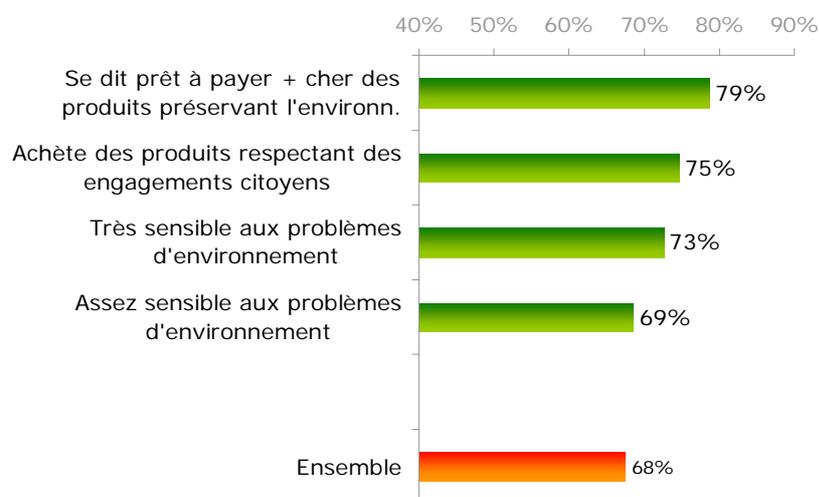
¹² R. Bigot et C. Piau, Peut-on parler d'une opinion de la jeunesse ?, Cahier de recherche n°181, CRÉDOC, 2003.

Dans un registre connexe, les personnes qui déclarent avoir une idée précise de ce qu'est le développement durable sont plus nombreuses à souhaiter aider les pays en développement (75%, contre 67% en moyenne). Individus en recherche de lien social ou d'actions éthiques, leur sensibilité résonne avec le soutien d'une croissance équilibrée dans laquelle chaque nation peut permettre la satisfaction des besoins fondamentaux de tous ses habitants.

De même, le souhait d'aider les pays pauvres va de pair avec la sensibilité aux problèmes environnementaux ou aux questions « éthiques » et « citoyennes » : 79% des personnes prêtes à payer plus cher des produits qui respectent l'environnement et 75% de celles qui achètent des produits respectant les engagements citoyens pensent que la France doit venir en aide aux pays pauvres. Le commerce équitable, qui s'est fortement développé ces dernières années, est d'ailleurs d'une certaine manière, une manifestation de cette ouverture internationale croissante et du soutien aux pays en développement.

Graphique 6 – Quelle est l'opinion qui se rapproche le plus de ce que vous pensez ?

Réponse : « La France doit venir en aide aux pays pauvres », en fonction de la sensibilité environnementale



Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », juin 2010

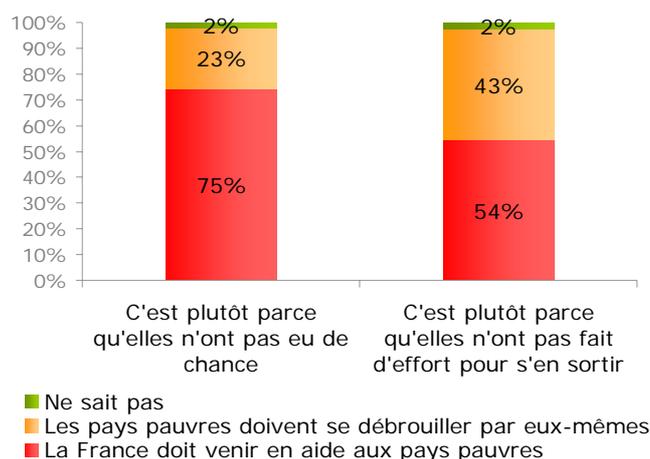
Lecture : parmi les personnes qui se disent prêtes à payer plus cher des produits préservant l'environnement, 79% pensent que la France doit venir en aide aux pays pauvres, tandis qu'elles sont 68% dans l'ensemble de la population.

3. Des liens étroits avec la compassion envers les plus démunis en France

L'opinion française est plutôt compatissante à l'égard des plus démunis : 64% considèrent que les personnes en situation de pauvreté n'ont pas eu de chance, tandis que seuls 27% estiment qu'ils ne font pas assez d'effort pour s'en sortir. Cette attitude est surtout répandue chez les jeunes, les diplômés, les catégories sociales supérieures et les bas revenus. Le graphique suivant montre que les personnes les moins compatissantes envers les personnes en situation de pauvreté en France sont bien plus nombreuses à penser que les pays en développement doivent se débrouiller par eux-mêmes.

Graphique 7 – Quelle est l'opinion qui se rapproche le plus de ce que vous pensez ?

En fonction de ce que pensent les individus sur les personnes en situation de pauvreté



Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », juin 2010

Lecture : parmi ceux qui pensent que certaines personnes vivent dans la pauvreté parce qu'elles n'ont pas eu de chance, 75% pensent que la France doit venir en aide aux pays pauvres, tandis qu'ils sont 54% parmi ceux qui considèrent que certaines personnes vivent dans la pauvreté parce qu'elles n'ont pas fait d'effort pour s'en sortir.

4. Le soutien aux pays en développement malgré la crise

L'ensemble de ces premières analyses invite à mettre en perspective les résultats de l'enquête. Nicolas Journet¹³ rappelle que l'altruisme ne peut s'adresser à l'ensemble de l'humanité. Il montre que, de temps en temps, la compassion peut être niée collectivement. Il existe même des cas exceptionnels : *« l'ethnologue Colin Turnbull décrit, en 1972, un peuple d'Afrique de l'Est qui, confronté à la famine, sembla abandonner toute affection, même pour des proches : ils hurlaient de rire lorsque quelqu'un tombait, et se moquaient des souffrances des enfants. Même innée, la compassion est de toute évidence en concurrence avec d'autres sentiments et sans doute d'autres intérêts ».*

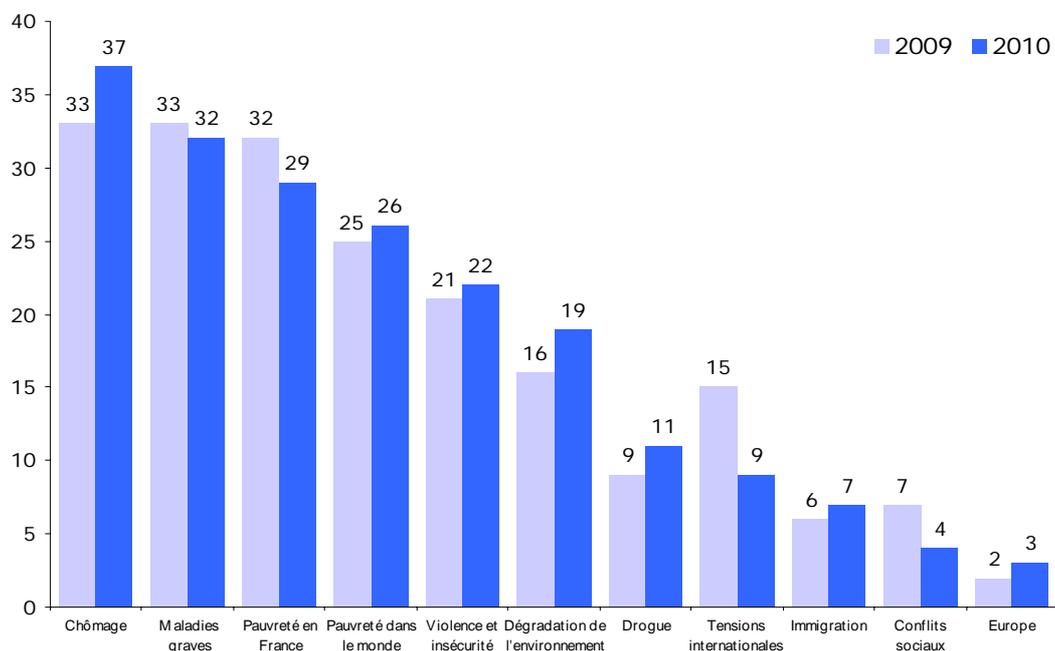
La crise de 2008-2009 a fortement joué sur le moral de la population : celui-ci n'a jamais été aussi bas depuis que le CRÉDOC le mesure, c'est-à-dire depuis 1979. Les Français sont très pessimistes sur l'évolution du niveau de vie de l'ensemble des Français et surtout, ils sont particulièrement inquiets, pour eux-mêmes ou pour leurs proches, du risque de chômage. La violence du choc économique a été telle et les licenciements tellement nombreux que le chômage est redevenu leur premier sujet de préoccupation. Ces dernières années, ils se souciaient surtout des maladies graves, de la pauvreté ou de la violence et de l'insécurité. 2009 et 2010 ont vu la remontée en flèche du chômage : en 2009 déjà, 33% des enquêtés citaient le chômage en première ou deuxième réponse, à égalité avec les maladies graves, juste devant la pauvreté en France (32%) ; cette préoccupation gagnait alors 11 points en une seule année. En 2010, elle engrange encore 4 points, surclassant dorénavant tous les autres thèmes.

On aurait pu penser que la crise engendrerait un recentrage vers des préoccupations touchant directement notre pays. On note au contraire un amoindrissement de l'écart entre les inquiétudes vis-à-vis de la pauvreté dans le monde et les inquiétudes vis-à-vis de la pauvreté en France (7 points en 2009, 3 points en 2010). La crise internationale a eu pour effet de sensibiliser encore davantage nos concitoyens aux difficultés rencontrées dans les pays en développement. L'empathie semble dominer sur les risques de repli sur soi.

¹³ Nicolas Journet, « D'où vient la morale ? », *Sciences Humaines*, volume 11, n°187, novembre 2007, p.17

Graphique 8 : Le chômage est redevenu le premier sujet de préoccupation des Français

Parmi les sujets suivants, quels sont les deux qui vous préoccupent le plus (en %)



Source : CRÉDOC, enquête sur les « Conditions de vie et les Aspirations des Français »

Plusieurs auteurs se sont intéressés à l'humanitaire en temps de crise, comme Rony Brauman¹⁴, pour les crises successives entre 1985 et 1995. Plus récemment, Cécile Bazin et Jacques Malet¹⁵ ont étudié l'impact de la crise sur la générosité des Français. Ils montrent que les dons ont marqué un net ralentissement. Entre 8% et 10% seulement des donateurs indiquaient que compte tenu de la crise et des difficultés accrues, ils contribueraient plus que les années passées. Pour autant, leur étude montre que parmi les donateurs qui envisageaient de donner moins ou de ne pas donner, 20% ont indiqué qu'ils contribueraient sous une autre forme (vêtements, nourriture), et 15% précisaient qu'ils préféreraient « donner du temps et aider concrètement... ». Si les Français peuvent avoir tendance à restreindre les dons d'argent en temps de crise, ils ne mettent pas nécessairement de côté leur générosité.

¹⁴ Rony Brauman, René Backmann, *Les médias et l'humanitaire*, Paris, Éd. du Centre de formation et de perfectionnement des journalistes (CFPJ), 1996 ; Rony Brauman, *L'action humanitaire*, Paris, Flammarion, coll. « Dominos », 2e éd., 2000 ; Rony Brauman, Philippe Petit, *Humanitaire, le dilemme : entretien avec Philippe Petit*, Paris, Textuel, 2e éd., 2002.

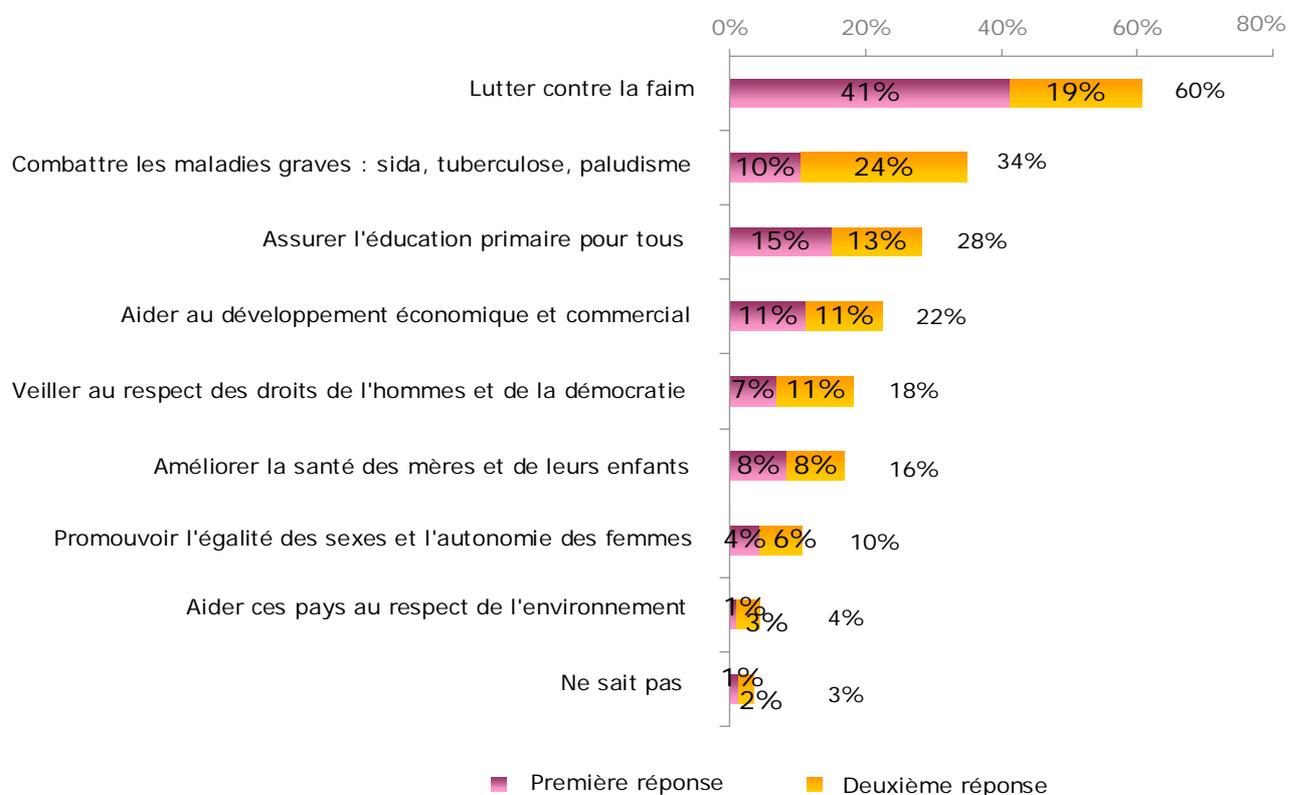
¹⁵ Cécile Bazin, Jacques Malet, *À l'écoute des donateurs, Les intentions de don fin 2009*, Recherches et Solidarités, Cahier numéro 5, novembre 2009.

II. Lutter contre les maladies graves est considéré comme l'une des deux priorités

1. Assurer les besoins vitaux : lutter contre la faim et combattre les maladies graves

La population estime que l'aide de la France doit principalement servir à lutter contre la faim : 60% de l'opinion citent cette priorité (que ce soit en première ou en deuxième réponse). En deuxième lieu, ils évoquent la lutte contre les maladies graves. C'est dire l'importance que revêt, aux yeux de l'opinion, la question sanitaire.

Graphique 9 – D'après vous, à quoi doit servir en priorité l'aide de l'État français aux pays pauvres ?



Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », juin 2010

Lecture : en 2010, 60% des Français estiment que lutter contre la faim doit faire partie des deux objectifs prioritaires de l'aide de l'État français aux pays pauvres (41% le citent en première réponse, 19% le citent en deuxième).

On a vu précédemment qu'en France, les maladies graves sont l'un des deux principaux sujets de préoccupation et celles-ci ont toujours été dans le tiercé de tête depuis le début des années 1990. L'enquête « Conditions de vie et aspirations » montre également que 82% des Français se disent inquiets, pour eux-mêmes ou pour leur proche, du risque d'être atteint d'une pathologie grave.

Ce sont donc les besoins les plus vitaux qui arrivent en tête des objectifs d'aide aux pays en développement. L'importance donnée à l'alimentation et à la santé est très spécifique à la France. L'Eurobaromètre de 2009¹⁶ montre que lorsque l'on demande aux personnes interrogées d'identifier les principaux problèmes auxquels sont confrontés les pays en développement, les Français citent plus que les autres pays la crise alimentaire et les problèmes liés à la santé.

La lutte contre la faim (60%) réunit tous les âges. Elle est davantage citée par les moins diplômés (68% des non diplômés, 63% des CAP, BEPC), les employés (66%), les ouvriers (66%), les personnes au foyer (71%) et les femmes (63%). L'âge n'a pas non plus d'effet sur les autres propositions. En revanche, les maladies graves (34%) sont moins mises en avant par les hommes, les cadres, professions intermédiaires et diplômés qui valorisent davantage l'éducation, le développement économique, le respect des droits de l'homme et de la démocratie.

¹⁶ L'aide au développement en période de crise économique, Eurobaromètre Spécial 318, vague 71.2, octobre 2009

Tableau 1 : D'après vous, à quoi doit servir en priorité l'aide de l'État français aux pays pauvres?

En %			Lutter contre la faim	Combattre les maladies graves : sida, tuberculose, palu-disme (malaria)	Assurer l'éducation primaire pour tous	Aider au développement économique et commercial	Veiller au respect des droits de l'homme et de la démocratie	Améliorer la santé des mères et leurs enfants	Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomie des femmes	Aider ces pays au respect de l'environnement
			(N=1220)	(N=700)	(N=568)	(N=453)	(N=368)	(N=338)	(N=213)	(N=89)
Total			61	34	28	23	18	17	11	4
Sexe	Hommes	(N=480)	58	31	32	25	21	14	10	5
	Femmes	(N=551)	63	38	25	21	16	19	11	4
Age	18-24 ans	(N=100)	57	41	33	15	23	13	11	5
	25-39 ans	(N=230)	61	33	30	23	19	19	9	4
	40-59 ans	(N=382)	62	34	26	25	18	17	10	4
	60-69 ans	(N=159)	58	35	30	25	16	15	11	6
	70 ans et plus	(N=160)	63	35	26	20	16	17	13	5
Diplôme	Non diplômé	(N=200)	68	37	20	16	14	20	12	5
	BEPC	(N=402)	63	37	25	22	16	18	11	4
	BAC	(N=181)	59	36	31	23	19	17	9	4
	Diplômé du supérieur	(N=248)	51	28	38	29	26	12	10	4
Profession Catégorie sociale	Travailleur indépendant	(N=62)	57	35	30	33	14	14	10	4
	Cadre	(N=80)	51	27	35	27	29	14	13	4
	Prof. Interm.	(N=124)	54	27	36	30	26	13	7	5
	Employé	(N=179)	66	35	23	22	18	20	10	3
	Ouvrier	(N=115)	66	37	25	17	16	19	11	4
	Reste au foyer	(N=112)	71	43	19	16	9	22	12	6
	Retraité	(N=294)	58	34	29	23	17	16	12	5
Etudiant	(N=64)	57	44	35	16	21	16	7	4	
Revenus mensuels du foyer	Moins de 900 euros	(N=111)	58	44	27	14	17	18	11	7
	900 - 1500 euros	(N=202)	65	37	22	19	15	20	12	4
	1500 - 2300 euros	(N=245)	64	37	28	19	17	17	10	5
	2300 - 3100 euros	(N=202)	58	30	29	27	23	15	11	4
	Plus de 3100 euros	(N=192)	56	28	36	31	20	15	9	4
Taille d'agglomération	Moins de 2 000 habitants	(N=260)	61	32	28	23	20	15	10	5
	De 2000 à 20 000 habitants	(N=195)	66	37	24	20	16	17	11	5
	De 20 000 à 100 000 habitants	(N=138)	63	38	28	24	17	17	9	3
	100 000 habitants et plus	(N=285)	62	35	28	24	18	17	10	4
	Paris et agglomération parisienne	(N=152)	51	34	35	22	18	19	15	4

Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », juin 2010

Lecture : 2011 individus ont donné leur opinion sur les priorités de l'aide de l'État français aux pays pauvres. Parmi eux, 1220 (61%) pensent qu'il faut lutter contre la faim. La proportion s'élève à 68% parmi les non diplômés.

Précisons que les items de réponse à cette question correspondent plus ou moins aux Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) adoptés lors du sommet du millénaire qui s'est déroulé du 6 au 8 septembre 2000, au siège des Nations Unies à New York. Les États membres de l'ONU y avaient convenu d'atteindre d'ici à 2015 huit objectifs : réduire l'extrême pauvreté et la faim, assurer l'éducation primaire pour tous, promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, réduire la mortalité infantile, améliorer la santé maternelle, combattre le VIH/Sida, le paludisme et d'autres

maladies, préserver l'environnement, mettre en place un partenariat mondial pour le développement.

L'Eurobaromètre de 2009 montre que moins d'un quart des Européens sont au fait de leur existence, dont 19% ne sont pas vraiment informés de leur contenu. Seuls 5% des personnes interrogées savent ce que sont réellement les Objectifs du millénaire pour le développement. Mais, comme le montre notre enquête, cela n'empêche pas la population d'avoir un avis sur les priorités dans cette liste.

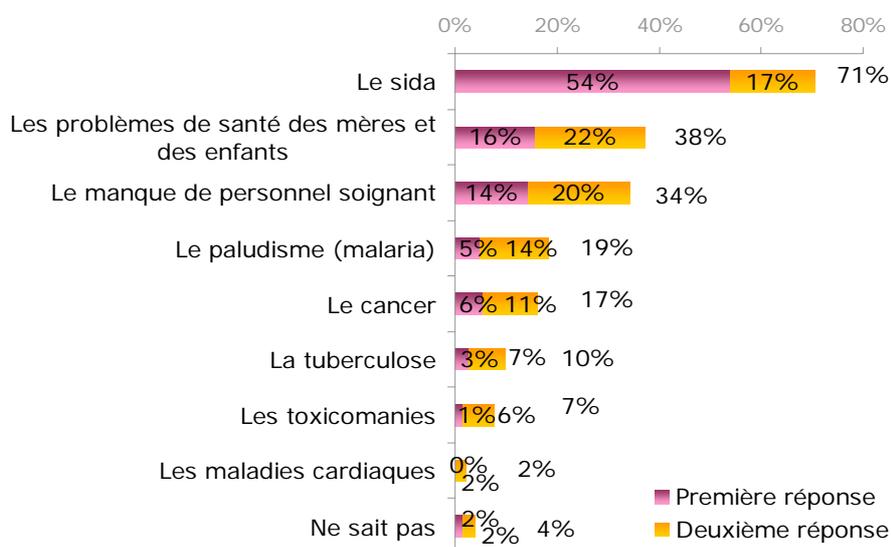
2. Le sida est largement perçu comme le principal problème de santé contre lequel il faut agir

Parmi les principaux problèmes de santé contre lesquels il faut agir pour aider les pays en développement, le sida arrive largement en tête : 71% des Français le citent comme l'un des deux principaux enjeux.

Rappelons que cette pathologie tue près de deux millions de personnes à travers le monde chaque année. La population française a manifestement conscience des ravages du VIH dans certains pays en développement – notamment en Afrique. Elle le place même avant des problèmes plus généraux de santé : les problèmes de santé des mères et des enfants (38%) et le manque de personnel soignant (34%).

Parmi les maladies, le paludisme arrive en seconde position, mais loin derrière, avec 19% des suffrages. Cette pathologie, dont l'OMS dénombre 247 millions de personnes atteintes dans le monde, responsable de 880 000 décès par an, a fait l'objet d'une communication très forte depuis cinq ans. Ce n'est pas le cas de la tuberculose, qui n'arrive qu'au quatrième rang (10%) après le cancer (17%). Un bon nombre des Français ne savent certainement pas que la tuberculose tue chaque année presque autant que le Sida (les deux maladies formant d'ailleurs une association meurtrière). Joue peut-être ici le fait que la tuberculose évoque une maladie d'un autre temps.

Graphique 10 – Selon vous, quels sont les principaux problèmes de santé contre lesquels il faut agir en priorité pour aider les pays pauvres ?



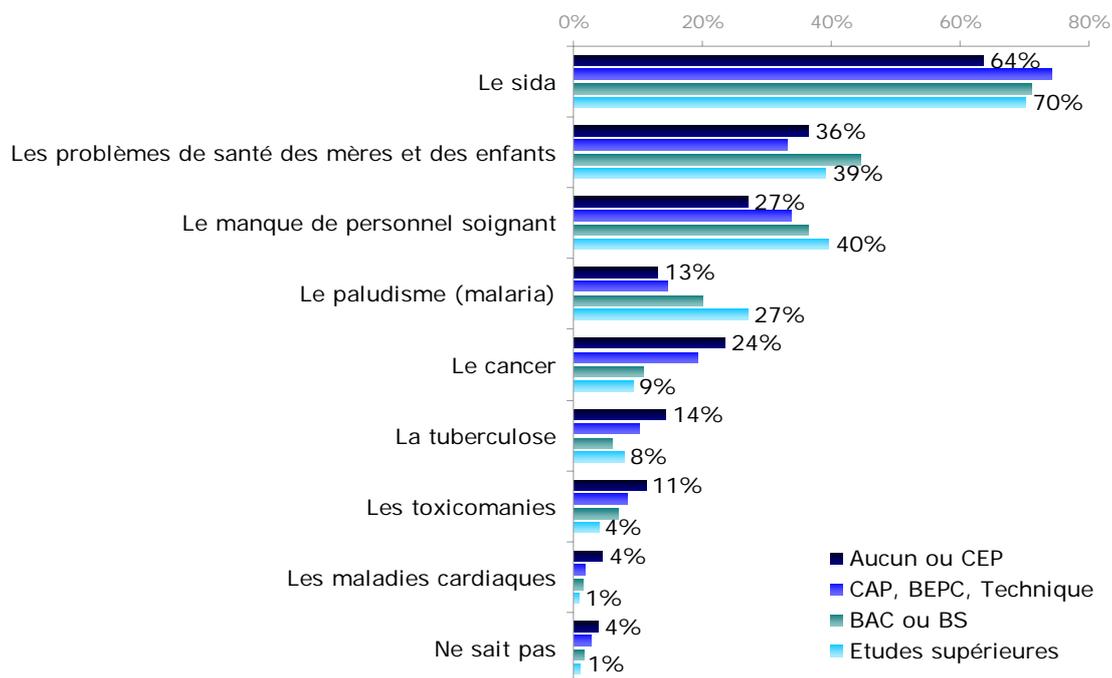
Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », juin 2010

Lecture : en 2010, 71% des Français estiment que le sida est un des deux problèmes principaux de santé contre lesquels il faut agir pour aider les pays pauvres (54% le citent en première réponse, 17% le citent en deuxième).

Le critère du diplôme semble être le plus discriminant dans les réponses des individus : le sida, les problèmes de santé des mères et des enfants, le manque de personnel soignant et le paludisme sont plus fréquemment cités par les plus diplômés, tandis que le cancer, la tuberculose, la toxicomanie et les maladies cardiaques le sont davantage par les moins diplômés (graphique 11).

L'âge, quant à lui, influence peu les réponses. En revanche, les femmes sont plus sensibles aux problèmes de santé des mères et des enfants (41%, contre 33% chez les hommes), les hommes au paludisme (22%, contre 15% chez les femmes).

**Graphique 11 – Proportion d'individus citant les priorités suivantes
Selon le diplôme**



Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », juin 2010

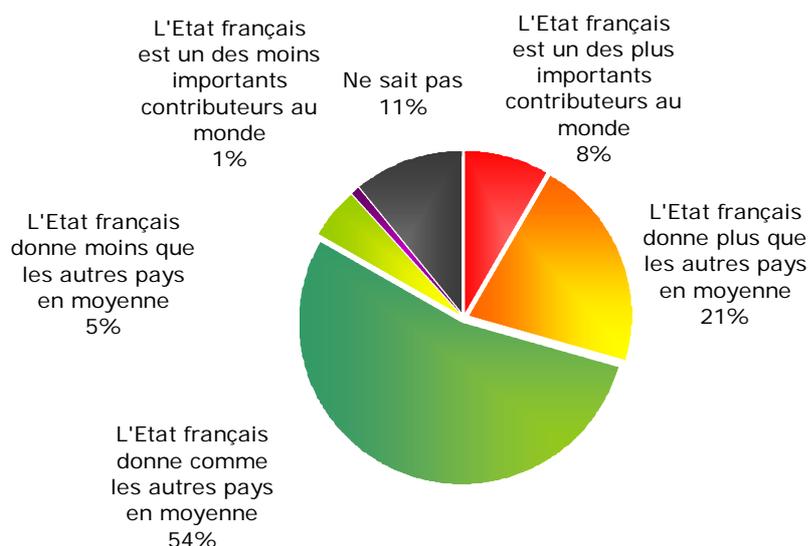
Lecture : en 2010, 64% des non diplômés estiment que le sida est un des deux problèmes principaux de santé contre lesquels il faut agir pour aider les pays pauvres. La proportion atteint 70% chez les diplômés du supérieur.

III. La population est prête à soutenir l'effort de l'État français dans la lutte contre les maladies graves dans les pays en développement

1. Les Français pensent que l'État contribue autant sinon plus que les autres pays à défendre cette cause

Plus de huit Français sur dix (83%) pensent que la France contribue au moins comme les autres pays voire plus au financement de la lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme dans les pays en développement. Ils sont même 29% à considérer qu'elle donne davantage que les autres.

Graphique 12 – Selon vous, dans quelle mesure l'État français contribue-t-il au financement de la lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (la malaria) dans les pays pauvres?

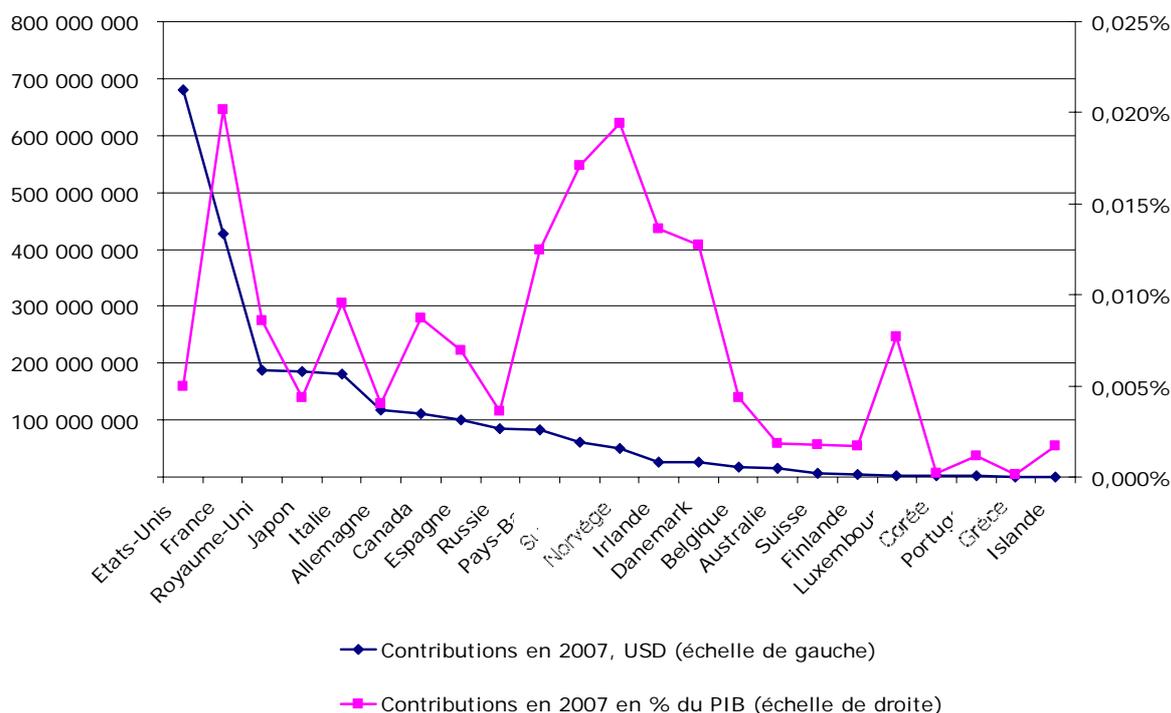


Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », juin 2010

Dans la réalité, la France est le premier contributeur en Europe au Fonds Mondial pour la lutte contre le sida, le paludisme et la tuberculose (plus de 427 millions d'USD en 2007¹⁷) et le deuxième dans le monde après les États-Unis (plus de 679 millions en 2007). Et lorsque l'on ramène sa contribution au PIB du pays, la France est le pays qui fait l'effort le plus important parmi les pays donateurs (les États-Unis passent du premier au douzième rang lorsque l'on ramène leur contribution en pourcentage du PIB).

¹⁷ Le 20 septembre 2010, le Président Nicolas Sarkozy a annoncé un financement de 1,08 milliard d'euros (1,4 milliards de dollars US) pour 2011-2013.

Graphique 13 – Contribution au Fonds Mondial pour la lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (en valeur absolue et en % du PIB) en 2007



Source : CRÉDOC, d'après les données du Fonds Mondial et de l'OCDE
 Lecture : En 2007, la France a contribué à hauteur de 428 millions d'USD, ce qui correspond à 0,02% de son PIB.

Alors que les moins aisés pensent davantage que l'État français contribue plus que les autres pays (34% des personnes gagnant moins de 900 euros par mois, contre 25% de celles qui perçoivent plus de 3100 euros), les plus aisés imaginent que la France se situe plutôt dans la moyenne. Il en va de même pour les cadres et professions intermédiaires (respectivement 59% et 57% pensent qu'elle contribue autant, contre 54% en moyenne) et pour les plus diplômés (60% pour les diplômés du baccalauréat, 57% pour les études supérieures).

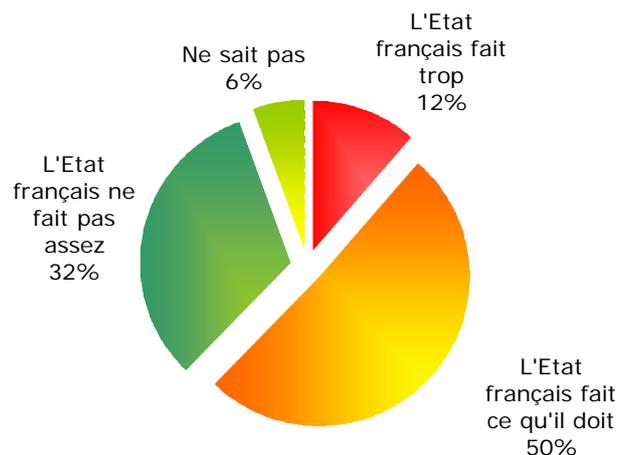
Parmi les personnes qui ont entendu parler du Fonds Mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme¹⁸, 28% seulement savent que l'État français contribue plus que les autres pays. Ce résultat illustre d'une certaine manière le manque de visibilité des actions entreprises par le Fonds Mondial. À ce titre, il n'est pas inutile de rappeler que les programmes soutenus par le Fonds Mondial ont permis, selon l'organisation, de sauver 5,7 millions de vies en apportant des traitements contre le sida et la tuberculose, ainsi qu'en distribuant 122 millions de moustiquaires afin de prévenir le paludisme.

¹⁸ La notoriété du Fonds Mondial est traitée plus loin dans ce rapport.

2. 32% considèrent que l'État français ne fait pas assez pour lutter contre les maladies graves dans les pays en développement

De même que seuls 29% des Français pensent que les pays pauvres doivent se débrouiller par eux-mêmes, seulement 12% considèrent que l'État français en fait trop pour lutter contre le sida, la tuberculose et le paludisme. Une majorité estime que la France fait ce qu'elle doit mais 32% pensent qu'elle ne fait pas assez.

Graphique 14 – Diriez-vous que l'État français fait trop, fait ce qu'il doit, ou ne fait pas assez pour lutter contre le sida, la tuberculose et le paludisme (la malaria) dans les pays pauvres?



Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », juin 2010

L'analyse sociodémographique des réponses permet de distinguer des différences d'opinion en fonction de l'âge, de la situation professionnelle et de la taille d'agglomération (Graphique 15) :

- Les plus jeunes et les étudiants considèrent davantage que l'État français ne donne pas assez (50% des étudiants, 41% des 18-24 ans, 39% des 25-39 ans). Il en va de même des cadres (46% d'entre eux) et professions intermédiaires (34%), ainsi que des plus diplômés (45% des personnes ayant fait des études supérieures et 34% des personnes titulaires du baccalauréat) et des plus aisés. On retrouve donc parmi ces personnes des profils similaires à ceux qui considéraient que la France doit aider les pays en développement.
- Les seniors, les non-diplômés, les ouvriers, les personnes au foyer et les bas revenus déclarent, un peu plus souvent qu'en moyenne, que l'Etat français fait trop pour cette cause (Tableau 5, en annexe p. 51).

Graphique 15 – Diriez-vous que l'État français fait trop, fait ce qu'il doit, ou ne fait pas assez pour lutter contre le sida, la tuberculose et le paludisme (la malaria) dans les pays pauvres?

Réponse : « L'État français ne fait pas assez »



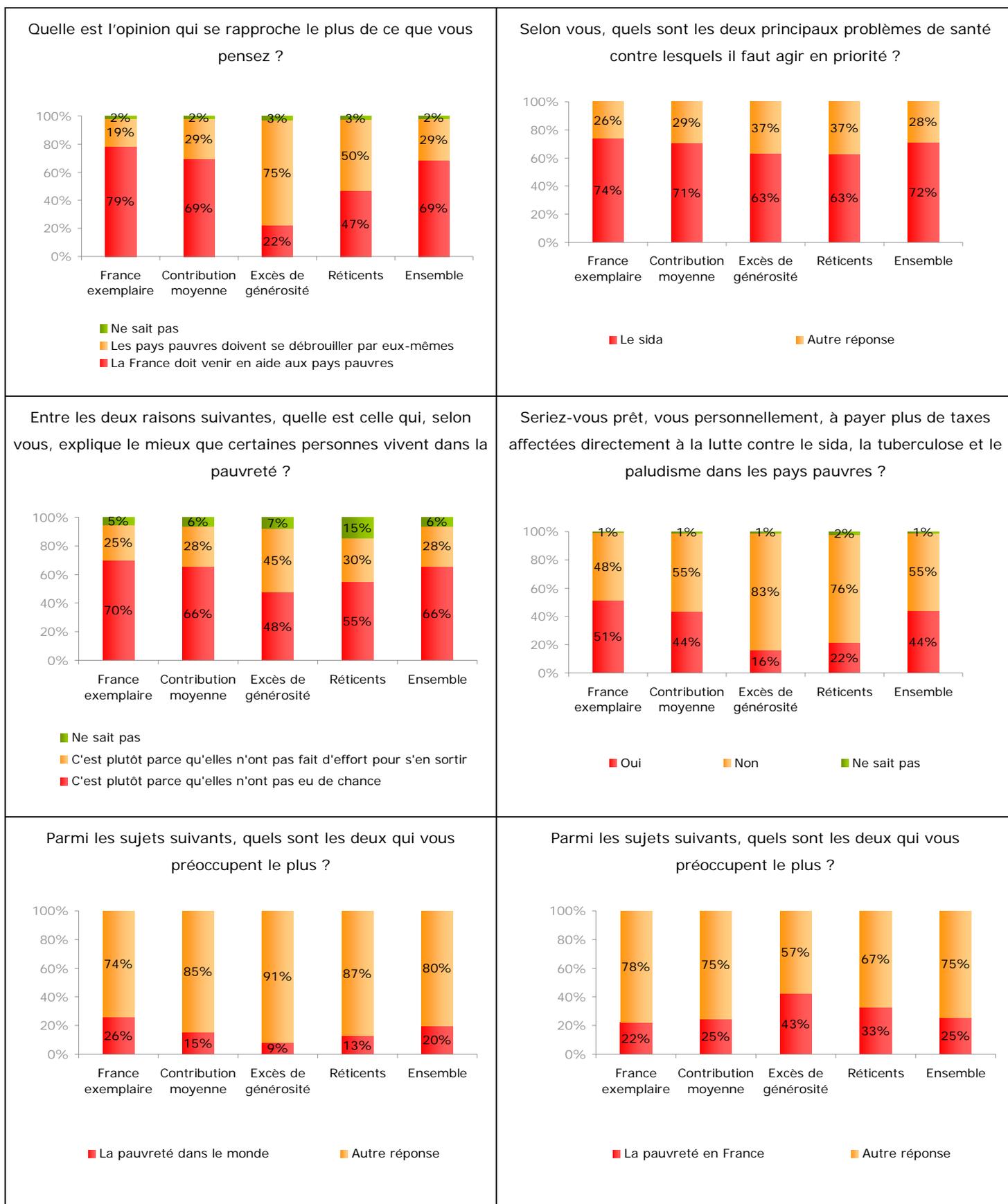
Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », juin 2010
 Lecture : parmi les personnes âgées de 18 à 24 ans, 41% pensent que l'État ne fait pas assez, tandis qu'elles sont 21% parmi les personnes âgées de 70 ans et plus.

3. Une majorité défendent l'idée d'une France exemplaire dans la lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme

Le croisement des deux questions précédentes révèle un résultat essentiel qui n'apparaît pas en première lecture : parmi ceux qui pensent que la France donne moins ou comme les autres pays, beaucoup préféreraient que l'État contribue davantage ; et beaucoup parmi ceux qui savent que la France donne plus considèrent que cela est normal. En mettant de côté les réponses évasives (« ne sait pas »), on arrive à la typologie suivante :

- **51% souhaitent que la France soit exemplaire** : ce groupe est constitué de personnes qui savent que la France donne beaucoup tout en considérant cela normal ; il inclut également celles qui s'imaginent que la France donne comme les autres (voire moins) mais qu'elle devrait faire (beaucoup) plus. Ce sont des personnes qui pensent davantage que la France doit aider les pays pauvres ; elles sont compatissantes à l'égard de la pauvreté et seraient prêtes à payer davantage de taxes affectées directement à la lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme ; elles sont davantage préoccupées par la pauvreté dans le monde que par la pauvreté en France et placent le sida comme l'un des deux principaux problèmes contre lesquels il faut agir en priorité.
- **36% croient que notre pays est un contributeur moyen et estiment que c'est très bien ainsi**. Leur opinion sur les pays en développement ne se démarque pas particulièrement de l'ensemble de la population.
- **9% regrettent l'excès de générosité de la France** : ils savent que notre pays contribue davantage que les autres mais estiment que c'est trop. Ils sont plus nombreux à penser que les pays pauvres doivent se débrouiller par eux-mêmes, que les personnes vivant dans la pauvreté ne font pas assez d'effort pour s'en sortir. Ils ne souhaitent pas payer davantage de taxes pour lutter contre le sida, la tuberculose ou le paludisme et sont davantage préoccupés par la pauvreté en France que par la pauvreté dans le monde.
- **4% rechignent à ce que la France s'engage pour cette cause** : ce groupe inclut les personnes qui pensent que la France donne moins qu'en moyenne et qu'il ne faut pas en faire plus, ainsi que les personnes qui pensent que la France donne comme les autres mais que c'est déjà trop. Leurs opinions sur la pauvreté ressemblent à celles du groupe précédent, mais en plus tempérées.

Graphique 16 – Description de la typologie



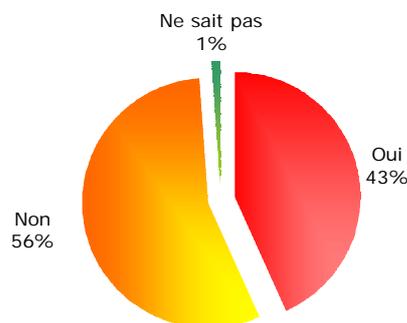
Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », juin 2010

Lecture : parmi les personnes qui souhaitent que la France soit exemplaire, 79% pensent que la France doit venir en aide aux pays pauvres, tandis qu'elles sont 69% dans l'ensemble (hors NSP).

4. 43% seraient prêts à payer plus de taxes affectées à la lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme dans les pays en développement

C'est un des résultats forts de l'étude : 43% des Français se disent prêts, personnellement, à payer plus de taxes affectées directement à la lutte contre le sida, la tuberculose et paludisme dans les pays pauvres. En guise de comparaison, ils ne sont que 33% à être disposés à payer plus de taxes pour défendre l'environnement (et cela malgré la montée des préoccupations environnementales ces dernières années).

Graphique 17 – Seriez-vous prêt, vous personnellement, à payer plus de taxes affectées directement à la lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (la malaria) dans les pays pauvres?



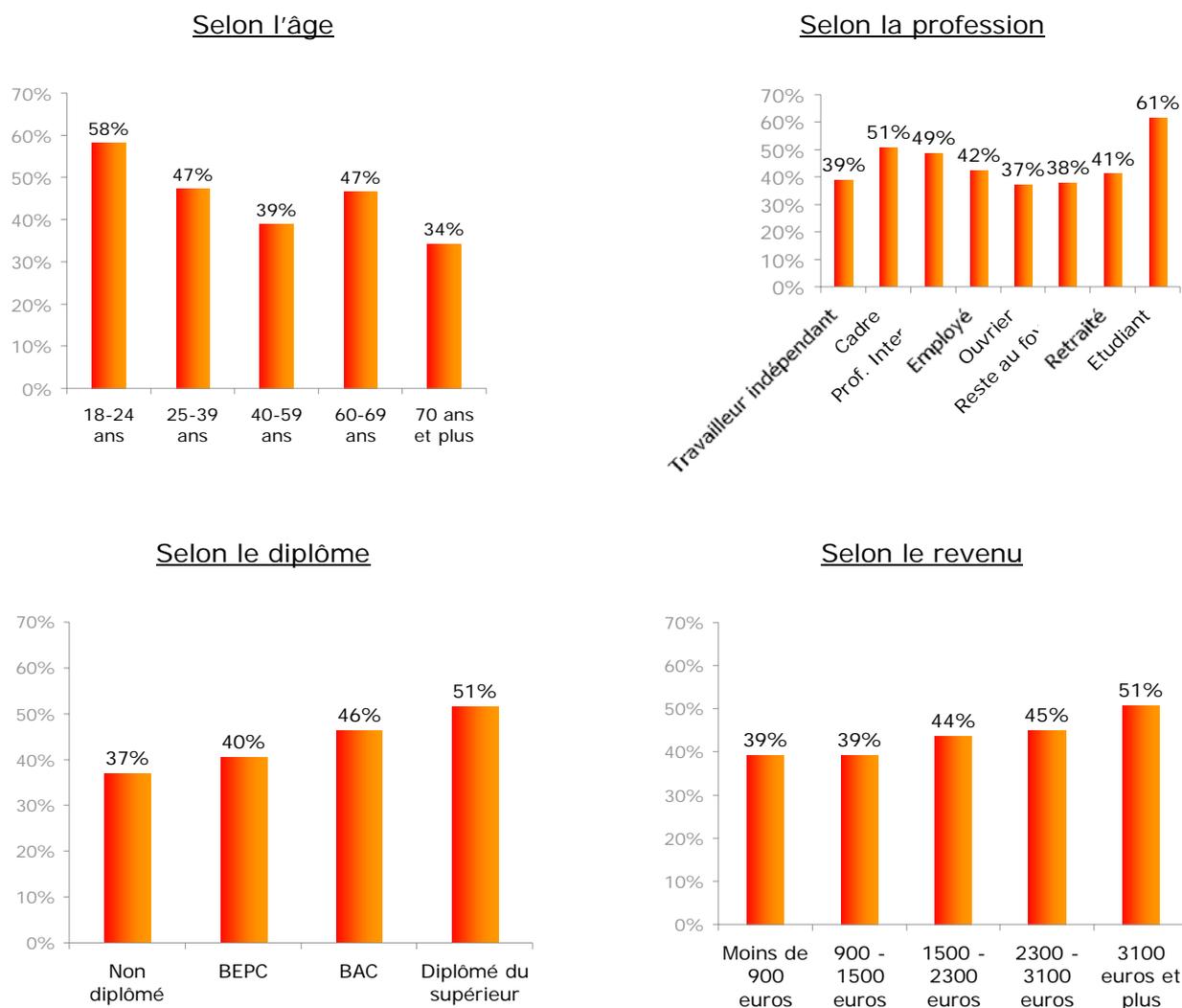
Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », juin 2010

Les personnes qui accepteraient plus volontiers de payer plus de taxes pour lutter contre ces pandémies ont le profil sociodémographique suivant : des personnes plus jeunes, avec des conditions sociodémographiques plus favorisées. Ces groupes sont aussi ceux qui déclarent le plus avoir effectué un don au profit d'organismes d'aide aux personnes en difficulté. D'après l'INSEE, 9% des ménages ont déclaré des dons en 2005, d'un montant inférieur à 85 euros dans un cas sur deux et à 40 euros dans un cas sur quatre. L'INSEE montre toutefois que si les « *plus aisés sont plus nombreux à donner et les montants de leurs dons sont plus élevés, en revanche, la part de leurs ressources consacrée aux dons est plus faible que chez les plus modestes, en particulier si l'on tient compte de la réduction fiscale offerte aux ménages donateurs* »¹⁹.

D'ailleurs, il est intéressant de noter que, parmi les plus modestes de nos concitoyens (ceux qui perçoivent moins de 900 euros par mois), une proportion significative de 39% accepteraient de payer plus de taxes affectées à la lutte contre ces pandémies. Compte tenu de la pression financière qui s'exerce sur les bas revenus en France, cette disposition à payer plus d'impôts montre l'ampleur du soutien à cette cause.

¹⁹ A. Amar et S. Vanovermeir, « Donner aux organismes caritatifs, Est-ce seulement une question de niveau de vie ? », *Insee première* n°1186, Mai 2008, <http://www.insee.fr/fr/ffc/ipweb/ip1186/ip1186.pdf>

Graphique 18 – Proportion d’individus qui seraient prêts à payer plus de taxes affectées directement à la lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme dans les pays pauvres?



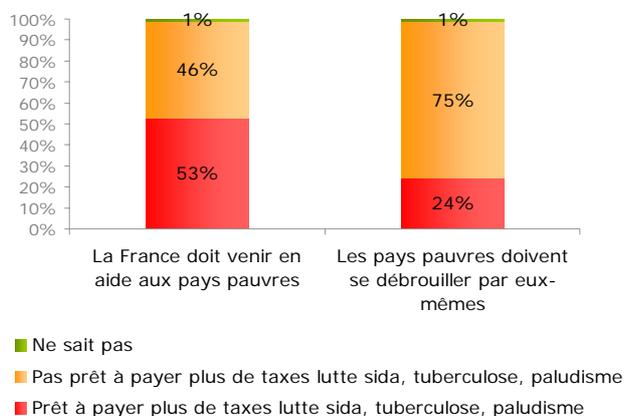
Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », juin 2010

Lecture : parmi les 18-24 ans, 58% seraient prêts à payer plus de taxes affectées directement à la lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme dans les pays pauvres, tandis qu'ils sont 34% chez les 70 ans et plus.

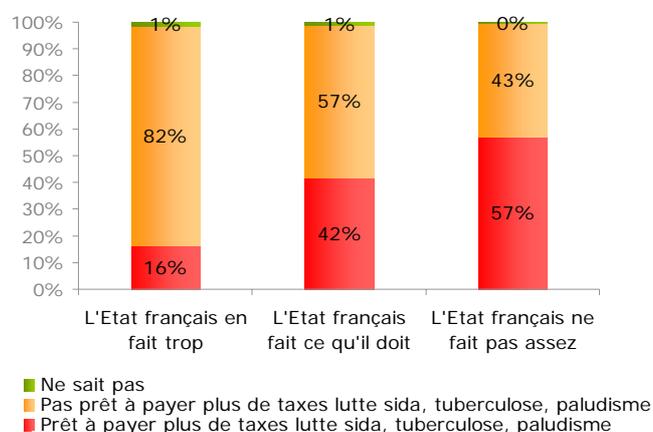
De manière assez cohérente, les individus qui considèrent que la France doit venir en aide aux pays pauvres sont bien plus nombreux à être prêts à payer davantage de taxes (53%, contre 24% chez les autres). Et plus ils considèrent que l'État français ne fait pas assez, plus ils sont prêts à payer davantage de taxes.

Graphique 19 – Seriez-vous prêt, vous personnellement, à payer plus de taxes affectées directement à la lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (la malaria) dans les pays pauvres?

Selon l'opinion sur les pays pauvres



Selon l'opinion sur l'action de l'État français



Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », juin 2010

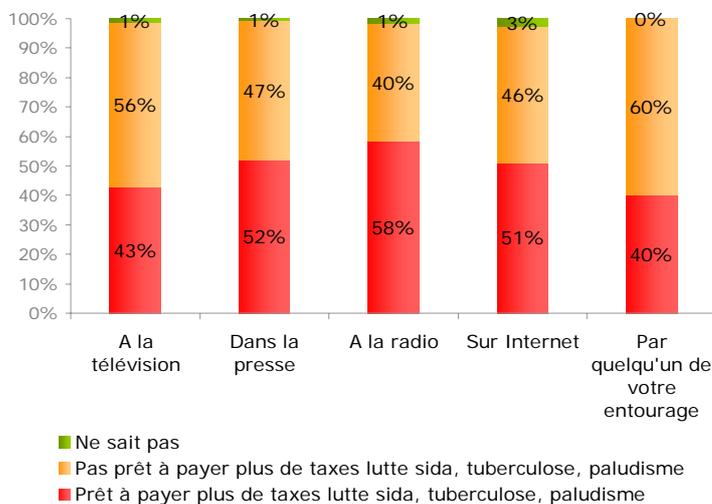
Lecture : parmi les personnes qui pensent que la France doit venir en aide aux pays pauvres, 53% seraient prêtes à payer plus de taxes affectées directement à la lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme dans les pays pauvres, tandis qu'elles sont 24% chez celles qui pensent que les pays pauvres doivent se débrouiller par eux-mêmes.

À noter ce résultat intéressant : nous verrons plus loin que la notoriété (déclarée et assistée) du Fonds Mondial repose principalement sur la télévision, mais ce sont les personnes en ayant entendu parler dans la presse, à la radio ou sur Internet qui sont les plus disposées à payer davantage de taxes²⁰.

²⁰ La notoriété du Fonds Mondial est traitée plus loin dans ce rapport.

Graphique 20 – Seriez-vous prêt, vous personnellement, à payer plus de taxes affectées directement à la lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (la malaria) dans les pays pauvres?

Selon le moyen de connaissance du Fonds Mondial



Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », juin 2010

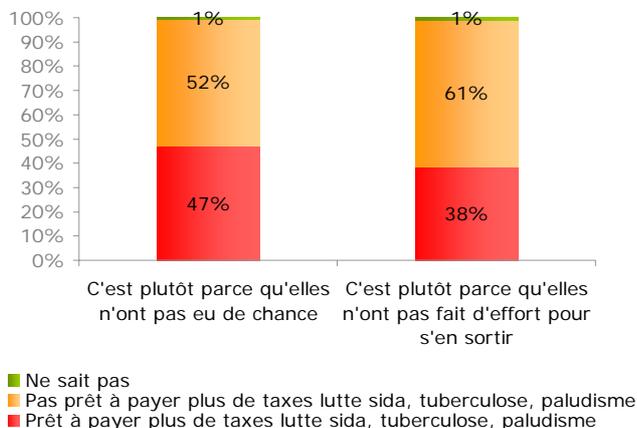
Lecture : parmi les personnes qui ont entendu parler du Fonds Mondial à la radio, 58% seraient prêtes à payer plus de taxes affectées directement à la lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme dans les pays pauvres, tandis qu'elles sont 43% chez celles qui en ont entendu parler à la télévision.

Le Graphique 21 permet de compléter les analyses précédentes. Les personnes qui se disent prêtes à payer plus de taxes affectées à la lutte contre ces pandémies sont par ailleurs plus compatissantes à l'égard des plus démunis en France. Elles considèrent notamment que, si certaines personnes sont en situation de pauvreté, c'est surtout parce qu'elles n'ont pas eu de chance, plutôt qu'elles n'ont pas fait assez d'effort pour s'en sortir.

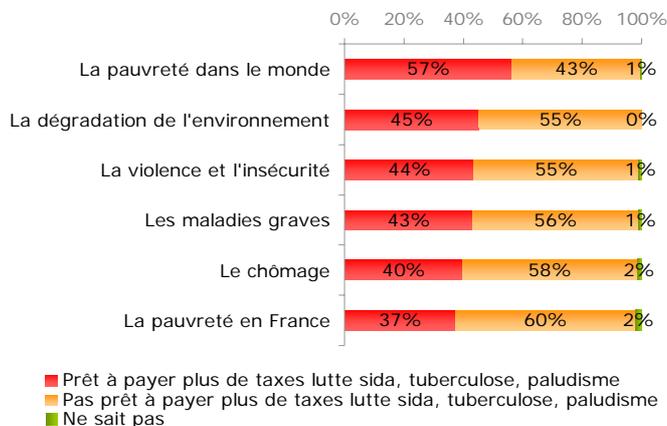
Sont également sur-représentés dans cette catégorie les personnes préoccupées par la pauvreté dans le monde et la dégradation de l'environnement. Ceux qui s'inquiètent au premier chef du chômage dans notre pays sont un peu moins souvent disposés à contribuer personnellement, mais ce qui frappe avant tout, c'est que, même dans ce groupe, la disposition à payer des taxes atteint 40%.

Graphique 21 – Seriez-vous prêt, vous personnellement, à payer plus de taxes affectées directement à la lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (la malaria) dans les pays pauvres?

Selon l'opinion au sujet des démunis



Selon les préoccupations



Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », juin 2010

Lecture : parmi ceux qui pensent que certaines personnes vivent dans la pauvreté parce qu'elles n'ont pas eu de chance, 47% seraient prêtes à payer plus de taxes affectées directement à la lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme dans les pays pauvres.

IV. La notoriété du Fonds Mondial

1. La moitié des Français déclarent avoir déjà entendu parler du Fonds Mondial

Le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme a été créé en 2002 pour financer internationalement (partenariat entre gouvernements, société civile, secteur privé et communautés affectées) la lutte contre ces trois maladies. À la question « Avez-vous déjà entendu parler du Fonds Mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, appelé aussi Fonds mondial? », 51% des Français répondent par l'affirmative. Ce chiffre est assez élevé, même s'il s'agit d'une notoriété déclarée (et sans vérification de la connaissance). On peut se demander si, sur un tel sujet, certains ont des réticences à avouer leur méconnaissance. En effet, le nom complet du Fonds Mondial est très évocateur : difficile de dire que l'on ne connaît pas un organisme portant le nom de telles maladies.

Graphique 22 – Avez-vous déjà entendu parler du Fonds Mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, appelé aussi Fonds mondial?



Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », juin 2010

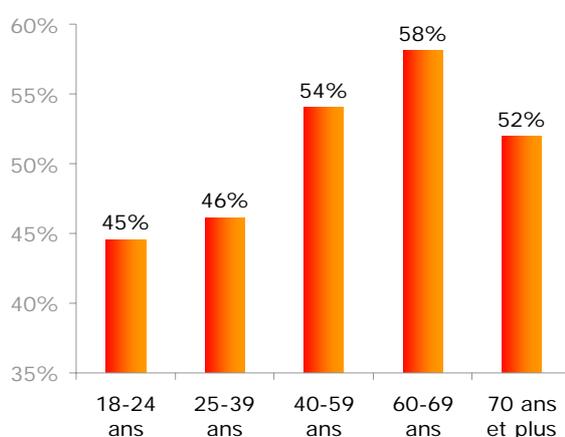
D'une manière générale, la notoriété des organismes humanitaires est très forte. Une enquête réalisée par TMO en 2005 avait montré que GreenPeace, la Croix Rouge, Médecins sans frontières, Le Secours Catholique, les Restos du Cœur, Amnesty International, SOS Racisme, La Ligue des droits de l'Homme sont connus par plus de 80% des Français et de très nombreuses autres ONG ou associations ont des taux de notoriété supérieurs à 50%.

Néanmoins, il faut rappeler que le Fonds Mondial n'existe que depuis 2002 ; il est donc bien plus jeune que les associations citées précédemment. Il sera intéressant de suivre l'évolution de cet indicateur lors des prochaines vagues d'enquêtes.

2. Une notoriété plus forte chez les plus âgés

La notoriété du Fonds Mondial dépend fortement de l'âge : les personnes qui en ont entendu parler sont plus âgées (54% des 40-59 ans, 58% des 60-69 ans, 52% des 70ans et plus et plus, contre 45% et 46% des 18-24 ans et 25-39 ans).

Graphique 23 – Proportion d'individus ayant déjà entendu parler du Fonds Mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme



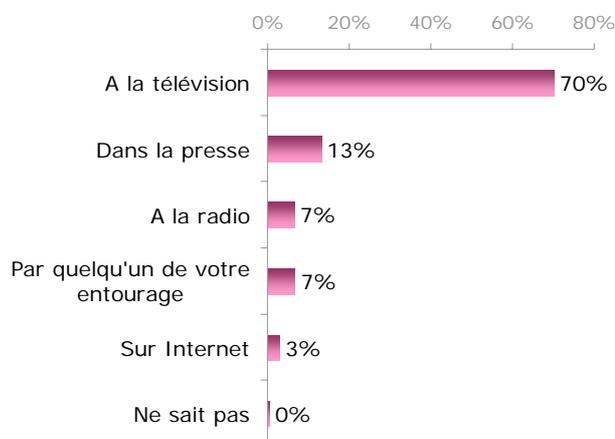
Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », juin 2010

Lecture : parmi les 18-24 ans, 45% ont déjà entendu parler du Fonds Mondial, tandis qu'ils sont 58% parmi les 60-69 ans.

Ce résultat est peut-être lié au fait que 70% des personnes en ayant entendu parler l'ont connu à travers la télévision ou la presse, ce qui est surtout le cas des personnes plus âgées, moins diplômées, habitant de plus petites agglomérations. Or les seniors sont ceux qui passent le plus grand nombre d'heures devant la télévision et ils sont aussi de grands lecteurs de la presse écrite (des études montrent que la presse est marquée par un « effet de génération négatif », c'est-à-dire que les nouvelles générations en achètent moins que les plus anciennes). On notera que les autres médias sont très peu cités.

Graphique 24 – Comment avez-vous entendu parler du Fonds Mondial ?

Champ : personnes ayant déjà entendu parler du Fonds Mondial, soit 51% de la population

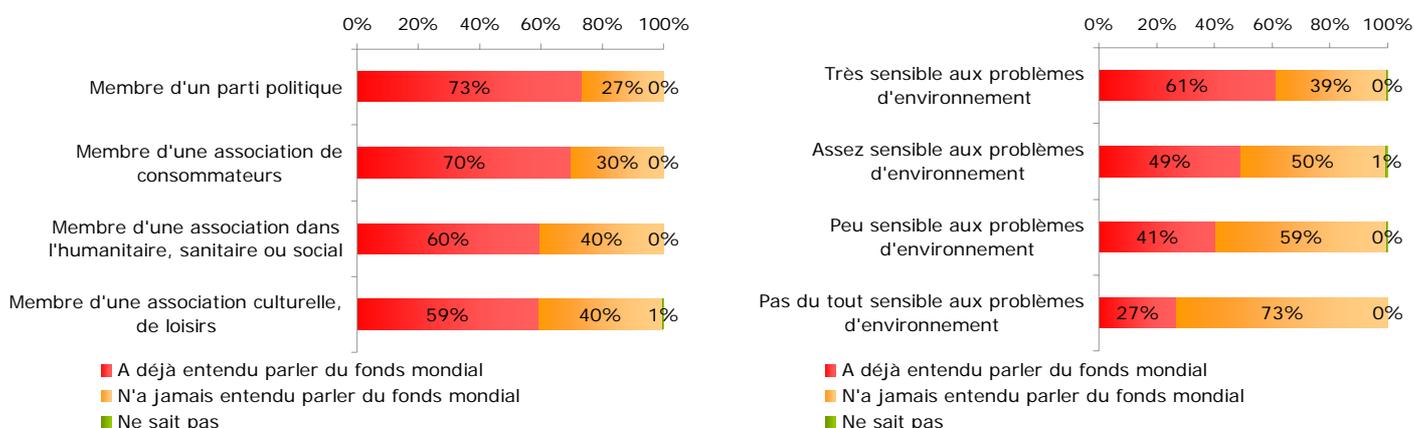


Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », juin 2010
Lecture : en 2010, 70% des personnes qui ont entendu parler du Fonds Mondial l'ont connu par la télévision.

Le graphique 25 révèle que les personnes faisant partie d'associations ou déclarant une forte sensibilité écologique semblent également mieux connaître le Fonds Mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. Il en va de même pour les personnes sensibles aux préoccupations « citoyennes ».

Graphique 25 – Avez-vous déjà entendu parler du Fonds Mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, appelé aussi Fonds mondial?

Selon l'appartenance à une association et la sensibilité écologique ou citoyenne



Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », juin 2010
Lecture : parmi les personnes très sensibles aux problèmes d'environnement, 61% ont déjà entendu parler du Fonds Mondial, tandis qu'elles sont 27% parmi les personnes qui n'y sont pas du tout sensibles.

Annexes

1. Questionnaire

Les réponses indiquées en italiques ne sont pas proposées aux enquêtés.

N correspond aux effectifs répondants dans notre échantillon.

Les pourcentages sont les résultats pour chaque item.

Q 1 - Seriez-vous prêt, vous personnellement, à payer plus de taxes affectées directement à la lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (la malaria) dans les pays pauvres ?	N	%
• Oui	874	43%
• Non	1113	55%
• <i>Ne sait pas</i>	24	1%
Q 2 - Avez-vous déjà entendu parler du Fonds Mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, appelé aussi « Fonds mondial »?	N	%
• Oui.....	1030	51%
• Non	966	48%
• <i>Ne sait pas</i>	14	1%
<i>Si Q7= 1 a déjà entendu parler du Fonds Mondial</i>		
Q 3 - Comment en avez-vous entendu parler ? <i>(Enumérez, une seule réponse)</i>	N	%
• A la télévision	724	70%
• Dans la presse	136	13%
• A la radio	69	7%
• Sur Internet	30	3%
• Par quelqu'un de votre entourage	68	7%
• <i>Ne sait pas</i>	3	0%

Q 4 - Quelle est l'opinion qui se rapproche le plus de ce que vous pensez : N %

(Enumérez, une seule réponse)

- La France doit venir en aide aux pays pauvres 1358 68%
- Les pays pauvres doivent se débrouiller par eux-mêmes 575 29%
- *Ne sait pas* 78 4%

Q 5 - D'après vous, à quoi doit servir en priorité l'aide de l'État français aux pays pauvres ? Et en second ? 1^{ère} réponse 2^{ème} réponse

(Présenter la liste, classez les deux premières réponses)

- | | N | % | N | % |
|---|-----|-----|-----|-----|
| • Assurer l'éducation primaire pour tous | 300 | 15% | 268 | 13% |
| • Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomie des femmes | 89 | 4% | 125 | 6% |
| • Améliorer la santé des mères et leurs enfants | 168 | 8% | 170 | 8% |
| • Lutter contre la faim | 829 | 41% | 391 | 19% |
| • Combattre les maladies graves : sida, tuberculose, paludisme (qu'on appelle aussi malaria), | 209 | 10% | 492 | 24% |
| • Aider ces pays au respect de l'environnement | 19 | 1% | 70 | 3% |
| • Aider au développement économique et commercial | 227 | 11% | 226 | 11% |
| • Veiller au respect des droits de l'homme et de la démocratie | 140 | 7% | 228 | 11% |
| • <i>Ne sait pas</i> | 30 | 1% | 41 | 2% |

Q 6 - Selon vous, quels sont les principaux problèmes de santé contre lesquels il faut agir en priorité pour aider les pays pauvres ? <i>(Présenter la liste, classez les deux premières réponses)</i>	1 ^{ère} réponse		2 ^{ème} réponse	
	N	%	N	%
• La tuberculose	53	3%	144	7%
• Les problèmes de santé des mères et des enfants	316	16%	435	22%
• Le sida.....	1084	54%	334	17%
• Le cancer	111	6%	214	11%
• Le manque de personnel soignant	285	14%	405	20%
• Le paludisme (qu'on appelle aussi la malaria)	97	5%	272	14%
• Les maladies cardiaques	5	0%	37	2%
• Les toxicomanies	29	1%	124	6%
• <i>Ne sait pas</i>	30	2%	47	2%

Q 7 - Diriez-vous que l'État français fait trop, fait ce qu'il doit, ou n'en fait pas assez pour lutter contre le sida, la tuberculose et le paludisme (la malaria) dans les pays pauvres ? <i>(Enumérez, une seule réponse)</i>	N	%
• L'État français fait trop	231	12%
• L'État français fait ce qu'il doit	1019	51%
• L'État français ne fait pas assez	647	32%
• <i>Ne sait pas</i>	114	6%

Q 8 - Selon vous, dans quelle mesure l'État français contribue-t-il au financement de la lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (la malaria) dans les pays pauvres ?	N	%
<i>(Présentez la liste, une seule réponse)</i>		
• L'État français est un des plus importants contributeurs au monde	169	8%
• L'État français donne plus que les autres pays en moyenne	424	21%
• L'État français donne comme les autres pays en moyenne.....	1082	54%
• L'État français donne moins que les autres pays en moyenne	99	5%
• L'État français est un des moins importants contributeurs au monde	22	1%
• <i>Ne sait pas</i>	216	11%

2. Tableaux complémentaires

Tableau 1 : Quelle est l'opinion qui se rapproche le plus de ce que vous pensez?

En %			La France doit venir en aide aux pays pauvres	Les pays pauvres doivent se débrouiller par eux-mêmes	Ne sait pas	Total
			(N=1358)	(N=575)	(N=78)	(N=2011)
Total			68	29	4	100
Sexe	Hommes	(N=958)	67	29	4	100
	Femmes	(N=1053)	68	28	4	100
Age	18-24 ans	(N=225)	75	24	2	100
	25-39 ans	(N=498)	72	24	4	100
	40-59 ans	(N=708)	64	31	5	100
	60-69 ans	(N=273)	67	31	2	100
	70 ans et plus	(N=307)	65	32	3	100
Diplôme	Non diplômé	(N=414)	57	39	4	100
	BEPC	(N=740)	61	35	4	100
	BAC	(N=363)	73	23	4	100
	Diplômé du supérieur	(N=493)	82	15	4	100
Profession Catégorie sociale	Travailleur indépendant	(N=105)	63	34	3	100
	Cadre	(N=165)	81	15	4	100
	Prof. Interm.	(N=266)	78	18	4	100
	Employé	(N=342)	63	32	5	100
	Ouvrier	(N=264)	55	40	5	100
	Reste au foyer	(N=225)	62	34	4	100
	Retraité	(N=209)	67	30	3	100
Revenus mensuels du foyer	Etudiant	(N=135)	82	15	2	100
	Moins de 900 euros	(N=215)	59	34	7	100
	900 - 1500 euros	(N=412)	66	30	4	100
	1500 - 2300 euros	(N=452)	66	31	3	100
	2300 - 3100 euros	(N=379)	70	28	2	100
Plus de 3100 euros	(N=401)	74	22	4	100	
Taille d'agglomération	Moins de 2 000 habitants	(N=511)	61	34	5	100
	De 2000 à 20 000 habitants	(N=345)	64	29	7	100
	De 20 000 à 100 000 habitants	(N=268)	66	30	4	100
	100 000 habitants et plus	(N=580)	71	28	1	100
	Paris et agglomération parisienne	(N=308)	77	19	4	100

Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », juin 2010

Lecture : 2011 individus ont été interrogés. Parmi eux, 1358 (68%) pensent que la France doit venir en aide aux pays pauvres. La proportion s'élève à 75% parmi les 18-24 ans.

Tableau 2 : D'après vous, à quoi doit servir en priorité l'aide de l'État français aux pays pauvres?

En %			Lutter contre la faim	Combattre les maladies graves : sida, tuberculose, palu-disme (malaria)	Assurer l'éducation primaire pour tous	Aider au développement économique et commercial	Veiller au respect des droits de l'homme et de la démocratie	Améliorer la santé des mères et leurs enfants	Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomie des femmes	Aider ces pays au respect de l'environnement
			(N=1220)	(N=700)	(N=568)	(N=453)	(N=368)	(N=338)	(N=213)	(N=89)
Total			61	34	28	23	18	17	11	4
Sexe	Hommes	(N=480)	58	31	32	25	21	14	10	5
	Femmes	(N=551)	63	38	25	21	16	19	11	4
Age	18-24 ans	(N=100)	57	41	33	15	23	13	11	5
	25-39 ans	(N=230)	61	33	30	23	19	19	9	4
	40-59 ans	(N=382)	62	34	26	25	18	17	10	4
	60-69 ans	(N=159)	58	35	30	25	16	15	11	6
	70 ans et plus	(N=160)	63	35	26	20	16	17	13	5
Diplôme	Non diplômé	(N=200)	68	37	20	16	14	20	12	5
	BEPC	(N=402)	63	37	25	22	16	18	11	4
	BAC	(N=181)	59	36	31	23	19	17	9	4
	Diplômé du supérieur	(N=248)	51	28	38	29	26	12	10	4
Profession Catégorie sociale	Travailleur indépendant	(N=62)	57	35	30	33	14	14	10	4
	Cadre	(N=80)	51	27	35	27	29	14	13	4
	Prof. Interm.	(N=124)	54	27	36	30	26	13	7	5
	Employé	(N=179)	66	35	23	22	18	20	10	3
	Ouvrier	(N=115)	66	37	25	17	16	19	11	4
	Reste au foyer	(N=112)	71	43	19	16	9	22	12	6
	Retraité	(N=294)	58	34	29	23	17	16	12	5
Etudiant	(N=64)	57	44	35	16	21	16	7	4	
Revenus mensuels du foyer	Moins de 900 euros	(N=111)	58	44	27	14	17	18	11	7
	900 - 1500 euros	(N=202)	65	37	22	19	15	20	12	4
	1500 - 2300 euros	(N=245)	64	37	28	19	17	17	10	5
	2300 - 3100 euros	(N=202)	58	30	29	27	23	15	11	4
	Plus de 3100 euros	(N=192)	56	28	36	31	20	15	9	4
Taille d'agglomération	Moins de 2 000 habitants	(N=260)	61	32	28	23	20	15	10	5
	De 2000 à 20 000 habitants	(N=195)	66	37	24	20	16	17	11	5
	De 20 000 à 100 000 habitants	(N=138)	63	38	28	24	17	17	9	3
	100 000 habitants et plus	(N=285)	62	35	28	24	18	17	10	4
	Paris et agglomération parisienne	(N=152)	51	34	35	22	18	19	15	4

Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », juin 2010

Lecture : 2011 individus ont donné leur opinion sur les priorités de l'aide de l'État français aux pays pauvres. Parmi eux, 1220 (61%) pensent qu'il faut lutter contre la faim. La proportion s'élève à 68% parmi les non diplômés.

Tableau 3 : Selon vous, quels sont les principaux problèmes de santé contre lesquels il faut agir en priorité pour aider les pays pauvres?

En %			Le sida	Les problèmes de santé des mères et des enfants	Le manque de personnel soignant	Le paludisme (malaria)	Le cancer	La tuberculose	Les toxicomanies	Les maladies cardiaques
			(N=1417)	(N=751)	(N=691)	(N=369)	(N=325)	(N=196)	(N=153)	(N=42)
Total			71	38	34	19	17	10	8	2
Sexe	Hommes	(N=480)	71	33	36	22	15	9	8	2
	Femmes	(N=551)	70	41	33	15	17	10	7	2
Age	18-24 ans	(N=100)	74	38	35	22	17	7	5	1
	25-39 ans	(N=230)	72	38	36	19	15	11	6	2
	40-59 ans	(N=382)	72	35	36	19	17	9	6	2
	60-69 ans	(N=159)	68	37	34	20	15	9	10	1
	70 ans et plus	(N=160)	65	41	27	12	18	14	13	4
Diplôme	Non diplômé	(N=200)	64	36	27	13	24	14	11	4
	BEPC	(N=402)	74	33	34	15	19	10	8	2
	BAC	(N=181)	71	45	37	20	11	6	7	1
	Diplômé du supérieur	(N=248)	70	39	40	27	9	8	4	1
Profession Catégorie sociale	Travailleur indépendant	(N=62)	63	44	39	15	14	12	7	1
	Cadre	(N=80)	74	31	38	28	11	9	6	0
	Prof. Interm.	(N=124)	75	36	38	26	11	9	3	0
	Employé	(N=179)	69	44	40	15	15	8	6	2
	Ouvrier	(N=115)	73	31	30	17	19	10	11	4
	Reste au foyer	(N=112)	68	36	27	12	31	12	5	5
	Retraité	(N=294)	69	38	30	17	14	11	12	2
Etudiant	(N=64)	73	37	42	21	17	5	5	0	
Revenus mensuels du foyer	Moins de 900 euros	(N=111)	63	33	32	17	26	12	7	4
	900 - 1500 euros	(N=202)	69	35	35	15	20	10	7	3
	1500 - 2300 euros	(N=245)	71	39	35	17	16	9	7	2
	2300 - 3100 euros	(N=202)	70	40	37	16	13	10	10	1
	Plus de 3100 euros	(N=192)	76	36	34	26	11	9	6	1
Taille d'agglomération	Moins de 2 000 habitants	(N=260)	64	40	38	17	14	8	9	2
	De 2000 à 20 000 habitants	(N=195)	71	41	33	16	15	10	8	2
	De 20 000 à 100 000 habitants	(N=138)	70	40	36	19	18	8	6	2
	100 000 habitants et plus	(N=285)	74	34	32	19	17	11	8	2
	Paris et agglomération parisienne	(N=152)	75	32	32	23	18	11	5	2

Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », juin 2010

Lecture : 2011 individus ont donné leur opinion sur les principaux problèmes de santé contre lesquels il faut agir en priorité pour aider les pays pauvres. Parmi eux, 1417 (70%) citent le sida comme l'une des deux priorités. La proportion s'élève à 76% parmi les personnes dont les revenus du foyer s'élèvent à plus de 3100 euros par mois.

Tableau 4 : Selon vous, dans quelle mesure l'État français contribue-t-il au financement de la lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (la malaria) dans les pays pauvres?

En %			L'Etat français est un des plus importants contributeurs au monde	L'Etat français donne plus que les autres pays en moyenne	L'Etat français donne comme les autres pays en moyenne	L'Etat français donne moins que les autres pays en moyenne	L'Etat français est un des moins importants contributeurs au monde	Ne sait pas	Total
			(N=169)	(N=424)	(N=1082)	(N=99)	(N=22)	(N=216)	(N=2011)
Total			8	21	54	5	1	11	100
Sexe	Hommes	(N=958)	8	23	54	4	1	10	100
	Femmes	(N=1053)	9	20	53	5	1	12	100
Age	18-24 ans	(N=225)	9	20	58	4	1	9	100
	25-39 ans	(N=498)	6	23	55	5	1	9	100
	40-59 ans	(N=708)	8	22	52	5	1	11	100
	60-69 ans	(N=273)	9	18	54	5	1	13	100
	70 ans et plus	(N=307)	12	19	52	4	1	13	100
Diplôme	Non diplômé	(N=414)	11	22	50	6	1	10	100
	BEPC	(N=740)	9	25	51	4	1	11	100
	BAC	(N=363)	8	16	60	5	1	11	100
	Diplômé du supérieur	(N=493)	6	19	57	5	2	11	100
Profession Catégorie sociale	Travailleur indépendant	(N=105)	3	28	51	5	0	13	100
	Cadre	(N=165)	6	19	59	3	2	11	100
	Prof. Interm.	(N=266)	6	22	57	5	1	9	100
	Employé	(N=342)	8	21	53	6	1	11	100
	Ouvrier	(N=264)	9	26	48	5	1	11	100
	Reste au foyer	(N=225)	16	25	47	6	1	6	100
	Retraité	(N=209)	9	17	54	5	1	13	100
Etudiant	(N=135)	5	14	65	3	1	11	100	
Revenus mensuels du foyer	Moins de 900 euros	(N=215)	14	20	48	7	1	10	100
	900 - 1500 euros	(N=412)	10	22	48	5	2	13	100
	1500 - 2300 euros	(N=452)	11	21	55	4	1	8	100
	2300 - 3100 euros	(N=379)	5	25	56	4	0	9	100
	Plus de 3100 euros	(N=401)	5	20	58	6	1	10	100
Taille d'agglomération	Moins de 2 000 habitants	(N=511)	7	25	49	3	1	15	100
	De 2000 à 20 000 habitants	(N=345)	11	27	49	3	2	8	100
	De 20 000 à 100 000 habitants	(N=268)	8	19	61	5	0	7	100
	100 000 habitants et plus	(N=580)	10	20	54	7	1	8	100
	Paris et agglomération parisienne	(N=308)	6	13	59	6	2	15	100

Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », juin 2010
Lecture : 2011 individus ont été interrogés. Parmi eux, 1082 (54%) pensent que l'État français donne comme les autres pays en moyenne. La proportion s'élève à 65% parmi les étudiants.

Tableau 5 : Diriez-vous que l'État français fait trop, fait ce qu'il doit, ou ne fait pas assez pour lutter contre le sida, la tuberculose et le paludisme (la malaria) dans les pays pauvres?

En %			L'Etat français fait trop	L'Etat français fait ce qu'il doit	L'Etat français ne fait pas assez	Ne sait pas	Total
			(N=231)	(N=1019)	(N=647)	(N=114)	(N=2011)
Total			12	50	32	6	100
Sexe	Hommes	(N=958)	13	49	33	5	100
	Femmes	(N=1053)	11	52	31	6	100
Age	18-24 ans	(N=225)	8	47	41	4	100
	25-39 ans	(N=498)	9	47	39	5	100
	40-59 ans	(N=708)	12	52	30	6	100
	60-69 ans	(N=273)	12	52	30	6	100
	70 ans et plus	(N=307)	17	54	21	8	100
Diplôme	Non diplômé	(N=414)	20	48	26	6	100
	BEPC	(N=740)	14	55	26	4	100
	BAC	(N=363)	7	53	34	6	100
	Diplômé du supérieur	(N=493)	4	45	45	7	100
Profession Catégorie sociale	Travailleur indépendant	(N=105)	14	58	22	6	100
	Cadre	(N=165)	6	40	46	8	100
	Prof. Interm.	(N=266)	5	53	34	8	100
	Employé	(N=342)	11	51	33	4	100
	Ouvrier	(N=264)	17	50	29	5	100
	Reste au foyer	(N=225)	17	52	28	3	100
	Retraité	(N=209)	13	53	27	7	100
	Etudiant	(N=135)	5	42	50	3	100
Revenus mensuels du foyer	Moins de 900 euros	(N=215)	17	41	33	9	100
	900 - 1500 euros	(N=412)	14	49	31	5	100
	1500 - 2300 euros	(N=452)	13	52	32	4	100
	2300 - 3100 euros	(N=379)	10	53	33	4	100
	Plus de 3100 euros	(N=401)	7	53	33	7	100
Taille d'agglomération	Moins de 2 000 habitants	(N=511)	19	50	24	6	100
	De 2000 à 20 000 habitants	(N=345)	13	55	28	5	100
	De 20 000 à 100 000 habitants	(N=268)	10	52	33	5	100
	100 000 habitants et plus	(N=580)	9	49	39	4	100
	Paris et agglomération parisienne	(N=308)	4	50	38	9	100

Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », juin 2010

Lecture : 2011 individus ont été interrogés. Parmi eux, 231 (12%) pensent que l'État français en fait trop.

La proportion s'élève à 17% parmi les 70 ans et plus.

Tableau 6 : Seriez-vous prêt, vous personnellement, à payer plus de taxes affectées directement à la lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme (la malaria) dans les pays pauvres?

En %			Oui	Non	Ne sait pas	Total
			(N=874)	(N=1113)	(N=24)	(N=2011)
Total			43	56	1	100
Sexe	Hommes	(N=958)	42	57	1	100
	Femmes	(N=1053)	45	54	1	100
Age	18-24 ans	(N=225)	58	40	2	100
	25-39 ans	(N=498)	47	51	1	100
	40-59 ans	(N=708)	39	60	1	100
	60-69 ans	(N=273)	47	53	1	100
	70 ans et plus	(N=307)	34	64	1	100
Diplôme	Non diplômé	(N=414)	37	62	1	100
	BEPC	(N=740)	40	59	1	100
	BAC	(N=363)	46	52	2	100
	Diplômé du supérieur	(N=493)	51	48	1	100
Profession Catégorie sociale	Travailleur indépendant	(N=105)	39	58	3	100
	Cadre	(N=165)	51	48	1	100
	Prof. Interm.	(N=266)	49	50	1	100
	Employé	(N=342)	42	57	1	100
	Ouvrier	(N=264)	37	62	1	100
	Reste au foyer	(N=225)	38	61	1	100
	Retraité	(N=209)	41	58	1	100
Etudiant	(N=135)	61	37	1	100	
Revenus mensuels du foyer	Moins de 900 euros	(N=215)	39	59	2	100
	900 - 1500 euros	(N=412)	39	60	1	100
	1500 - 2300 euros	(N=452)	44	55	1	100
	2300 - 3100 euros	(N=379)	45	55	0	100
	Plus de 3100 euros	(N=401)	51	48	2	100
Taille d'agglomération	Moins de 2 000 habitants	(N=511)	37	61	2	100
	De 2000 à 20 000 habitants	(N=345)	42	58	0	100
	De 20 000 à 100 000 habitants	(N=268)	38	60	2	100
	100 000 habitants et plus	(N=580)	45	54	1	100
	Paris et agglomération parisienne	(N=308)	57	41	1	100

Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », juin 2010

Lecture : 2011 individus ont été interrogés. Parmi eux, 874 (43%) seraient prêts à payer plus de taxes affectées directement à la lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. La proportion s'élève à 61% parmi les étudiants.

Tableau 7 : Avez-vous déjà entendu parler du Fonds Mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, appelé aussi Fonds mondial?

En %			Oui	Non	Ne sait pas	Total
			(N=1030)	(N=966)	(N=14)	(N=2011)
Total			51	48	1	100
Sexe	Hommes	(N=958)	50	49	1	100
	Femmes	(N=1053)	52	47	1	100
Age	18-24 ans	(N=225)	45	55	0	100
	25-39 ans	(N=498)	46	53	1	100
	40-59 ans	(N=708)	54	46	0	100
	60-69 ans	(N=273)	58	42	0	100
	70 ans et plus	(N=307)	52	46	2	100
Diplôme	Non diplômé	(N=414)	48	50	2	100
	BEPC	(N=740)	54	45	0	100
	BAC	(N=363)	50	50	0	100
	Diplômé du supérieur	(N=493)	50	49	1	100
Profession Catégorie sociale	Travailleur indépendant	(N=105)	59	41	0	100
	Cadre	(N=165)	49	51	1	100
	Prof. Interm.	(N=266)	47	52	1	100
	Employé	(N=342)	52	48	0	100
	Ouvrier	(N=264)	44	56	0	100
	Reste au foyer	(N=225)	50	48	2	100
	Retraité	(N=209)	58	42	1	100
Revenus mensuels du foyer	Etudiant	(N=135)	47	51	2	100
	Moins de 900 euros	(N=215)	52	47	1	100
	900 - 1500 euros	(N=412)	49	50	1	100
	1500 - 2300 euros	(N=452)	54	45	0	100
	2300 - 3100 euros	(N=379)	53	46	1	100
Plus de 3100 euros	(N=401)	48	52	1	100	
Taille d'agglomération	Moins de 2 000 habitants	(N=511)	51	49	1	100
	De 2000 à 20 000 habitants	(N=345)	56	43	0	100
	De 20 000 à 100 000 habitants	(N=268)	52	47	1	100
	100 000 habitants et plus	(N=580)	49	50	1	100
	Paris et agglomération parisienne	(N=308)	49	49	1	100

Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », juin 2010

Lecture : 2011 individus ont été interrogés. Parmi eux, 1030 (51%) ont déjà entendu parler du Fonds Mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme. La proportion s'élève à 58% parmi les retraités.

Tableau 8 : Comment avez-vous entendu parler du Fonds Mondial ?

En %			A la télévision	Dans la presse	A la radio	Par quelqu'un de votre entourage	Sur Internet	Ne sait pas	Total
			(N=724)	(N=136)	(N=69)	(N=68)	(N=30)	(N=3)	(N=1030)
Total			70	13	7	7	3	0	100
Sexe	Hommes	(N=480)	66	16	8	7	3	0	100
	Femmes	(N=551)	74	11	6	7	3	0	100
Age	18-24 ans	(N=100)	63	9	7	7	13	1	100
	25-39 ans	(N=230)	67	13	5	5	9	1	100
	40-59 ans	(N=382)	72	14	6	2	6	0	100
	60-69 ans	(N=159)	73	16	8	1	3	0	100
	70 ans et plus	(N=160)	74	12	9	1	4	0	100
Diplôme	Non diplômé	(N=200)	91	3	4	3	0	0	100
	BEPC	(N=402)	77	10	5	5	2	0	100
	BAC	(N=181)	67	15	8	9	3	0	100
	Diplômé du supérieur	(N=248)	46	26	11	10	7	1	100
Profession Catégorie sociale	Travailleur indépendant	(N=62)	76	8	10	6	0	0	100
	Cadre	(N=80)	43	34	4	10	7	1	100
	Prof. Interm.	(N=124)	53	21	13	7	5	1	100
	Employé	(N=179)	74	10	3	10	2	0	100
	Ouvrier	(N=115)	82	7	5	3	2	1	100
	Reste au foyer	(N=112)	84	6	3	4	2	0	100
	Retraité	(N=294)	74	13	8	4	1	0	100
Etudiant	(N=64)	59	11	7	13	10	0	100	
Revenus mensuels du foyer	Moins de 900 euros	(N=111)	76	6	7	8	4	0	100
	900 - 1500 euros	(N=202)	79	8	6	5	2	0	100
	1500 - 2300 euros	(N=245)	70	12	8	7	2	0	100
	2300 - 3100 euros	(N=202)	68	15	7	6	4	0	100
	Plus de 3100 euros	(N=192)	60	21	7	9	4	0	100
Taille d'agglomération	Moins de 2 000 habitants	(N=260)	80	8	6	5	1	0	100
	De 2000 à 20 000 habitants	(N=195)	83	7	2	6	2	0	100
	De 20 000 à 100 000 habitants	(N=138)	66	11	6	12	6	0	100
	100 000 habitants et plus	(N=285)	62	18	10	5	4	0	100
	Paris et agglomération parisienne	(N=152)	57	22	8	8	4	1	100

Source : CRÉDOC, Enquête « Conditions de vie et Aspirations des Français », juin 2010

Lecture : 1030 individus ont répondu qu'ils avaient entendu parler du Fonds Mondial. Parmi eux, 724 (70%) en ont entendu à la télévision. La proportion s'élève à 91% parmi les non diplômés.

